

Chapitre 3: Les États-Unis de la grande crise à la seconde guerre mondiale.

En quelques semaines au tournant de la décennie, **l'image de l'Amérique changea brutalement**: les *flappers* et le procès du singe cédèrent la place aux courtiers ruinés se jetant par les fenêtres des buildings de Wall Street et aux anciens millionnaires vendant des pommes au coin de la même rue. **La prospérité insolente des années 1920 n'avait été qu'une illusion, une tromperie**; cessant de figurer l'avenir de l'humanité, l'Amérique était redevenue un pays comme les autres avec ses problèmes — comme les autres, vraiment? Elle avait été à l'origine de la crise terrible que traversait l'ensemble du monde développé: si les problèmes de l'Amérique avaient provoqué la ruine de monde entier, cela ne signifiait-il pas que le modèle américain tout entier était à rejeter? Les médias américains eux-mêmes donnaient une image sinistre du pays: au chapitre 2 j'ai mentionné *Scarface*, sorti en 1932.

En 1933, tout aussi brutalement, cette image à nouveau se modifia. Ce fut l'année des premières comédies musicales au cinéma (comme *42ème rue*) et des premiers dessins animés de moyen métrage de Walt Disney — *Les trois petits cochons* est sorti en 1933 ou en 1934: il paraît que la fameuse chanson: « Qui a peur du grand méchant loup? / C'est pas nous, c'est pas nous! » a été perçue comme une proclamation d'optimisme face à la crise. Les États-Unis semblèrent d'un coup sortir de leur torpeur et de leur impuissance; ils tentèrent une expérience inédite de lutte contre la crise, de nouveau semblant tracer le chemin pour les autres pays développés — enfin, l'un des chemins: l'Allemagne notamment en prenant un autre et, semblait-il sur le moment, plus efficace par certains côtés (notamment dans le domaine de la lutte contre le chômage). Avec la montée des régimes autoritaires ou totalitaires de droite en Europe, les États-Unis retrouvèrent promptement le statut de première démocratie du monde; **ce grand pays qui n'avait pas renoncé à ses principes pour lutter contre la crise redevenait une contrée attrayante en comparaison des horreurs qui affligeaient l'Europe**, de Berlin à Moscou, et ce d'autant plus que certains côtés sinistres de l'Amérique, comme le Ku Klux Klan ou l'intolérance des fondamentalistes, se firent plus discrets: aux États-Unis la crise s'est plutôt traduite par un renforcement de la démocratie. Et puis ce fut, en 1941, l'engagement dans la défense du monde libre... Comme en 1917, l'Amérique était redevenue l'espoir des démocrates. Il est vrai qu'il y en avait un autre désormais: l'U.R.S.S.

Pourtant, durant cette période, au moins **jusqu'en 1938, l'Amérique ne pensa qu'à elle-même**. Obsédée par ses problèmes à court terme, écœurée par l'évolution de l'Europe, elle mit du temps à comprendre que son sort était lié à celui des autres pays développés et que la solution des problèmes de l'économie la plus puissante du monde ne pouvait se trouver qu'à l'échelle mondiale. Ce fut la plus grave limite de la politique de Roosevelt comme de celle de Hoover — et la grande leçon que l'on retint après-guerre de la grande dépression des années 1930, des deux côtés de l'Atlantique. Fort heureusement cette attitude changea à la fin des années 1930: **on peut dater de 1937-1940 la prise de conscience par les États-Unis des devoirs politiques qu'impliquait leur poids économique**.

D'un point de vue intérieur, **la crise a profondément et durablement marqué l'Amérique**, plus sans doute que les deux guerres mondiales, restées lointaines. Les années 1930 furent l'occasion d'expérimenter **une nouvelle politique économique et sociale, une nouvelle organisation de la production et de la société**, avec notamment un État plus fort et un plus grand souci de justice sociale, mais sans remise en cause du capitalisme, sauf dans des milieux très étroits. Après-guerre, jusqu'à la révolution reaganienne des années 1980, l'Amérique a poursuivi dans cette voie tracée dans les années 1930, avec des hésitations et des à-coups; mais au total elle est allée infiniment moins loin en ce sens que l'Europe occidentale. Comme on le vit dans les années 1950 et surtout dans les années 1980, qui furent les années de la grande rupture avec l'héritage du *new Deal*, cela ne correspondait pas aux valeurs profondes, au projet fondamental des Américains, et il est probable que cela ne restera dans l'Histoire des États-Unis que comme **une parenthèse** — heureuse ou pas, selon les perceptions.

I-Les débuts de la grande dépression et le désarroi de l'Amérique.

A) Les mécanismes du déclenchement de la crise.

En entrant à la Maison blanche en mars 1929, Herbert Hoover avait déclaré: « je n'ai aucune crainte dans l'avenir, il resplendit d'espoir ». Pourtant ces déclarations déjà tenaient de la méthode Coué. Le gouvernement était inquiet: en juin 1929, il apparut un *Federal Farm Board* chargé de racheter une partie des excédents agricoles et de les revendre à perte, c'est-à-dire plus cher, afin de soutenir les prix.

(0: prodromes).

Dès le mois de juin s'amorça une **récession**, notamment dans l'automobile et dans la construction: on assista à une baisse de la consommation et à une augmentation du nombre des faillites. Ce n'était pas très alarmant, de tels épisodes s'étaient déjà produits en 1924 et en 1927, sans conséquences. Mais il eût fallu prendre des précautions car les fragilités et les déséquilibres de l'économie américaine s'étaient accrus, en particulier au niveau de la spéculation qui faisait rage depuis 1927; de plus ce fut en 1929 que la loi de 1924 sur les quotas entra pleinement en application: le ralentissement de l'immigration pèserait fatalement sur les progrès de la consommation, or. En fait, la **spéculation** continua de plus belle et même s'emballa: durant l'été 1929, 32 valeurs industrielles virent leur cours doubler et plus. Pour freiner ce processus, en août la Réserve fédérale releva d'un point son taux d'escompte (de 5 à 6%), ce qui aggrava la récession en décourageant les investissements dans le secteur productif sans parvenir pour autant à calmer la spéculation: un certain nombre de boursicoteurs, sentant venir la catastrophe, spéculaient de plus en plus, espérant se dégager à temps et sortir gagnants de l'affaire, et tant pis pour les autres. Ceux qui réfléchissaient encore comprenaient que l'Amérique était sur un volcan et qu'une correction majeure des déséquilibres de la croissance était inévitable. L'atmosphère était de plus en plus lourde...

(1: la crise boursière).

Le **krach boursier** s'amorça le 23 octobre: en quelques heures l'indice Dow Jones, qui représentait la moyenne pondérée de 30 valeurs de référence, revint au niveau de juin (on ne sait pas très bien la cause immédiate de cette baisse brutale; il y avait eu plusieurs grosses faillites en septembre, mais cela n'explique pas tout; de toute façon, après la hausse délirante de l'été, il fallait bien qu'une correction intervînt à un moment ou un autre). Le lendemain, jeudi **24 octobre 1929** (le "jeudi noir"), une réaction de panique collective aggrava le krach: 13 millions de titres furent vendus en une seule journée, contre 4 millions un jour normal. Les vendeurs acceptaient n'importe quel prix: en dix minutes certains titres perdirent jusqu'à 15% de leur valeur! S'est-il agi d'un mouvement de masse des petits porteurs, ou de la conjonction catastrophique de quelques très gros ordres de vente? On ne sait pas; toujours est-il que dans les jours suivants la panique s'entretint d'elle-même. L'intervention des banques, qui abaissèrent leur taux d'escompte, ne parvint pas à ralentir le mouvement qui reprit le mardi 29¹.

Le krach à proprement parler dura 22 jours (durant lesquels le Dow Jones perdit 50% de sa valeur), puis la baisse se poursuivit à un rythme plus lent. An total le Dow Jones, qui avait quadruplé de 1926 à octobre 1929 (passant de l'indice 25 à l'indice 100), perdit 84% de sa valeur entre octobre 1929 et mars 1933, le nadir de la crise boursière (il revint à l'indice 16); ce ne fut qu'en 1954 que les valeurs américaines retrouvèrent leurs niveaux de la mi-octobre 1929!

Tous les krachs boursiers ne provoquent pas de crise économique grave: il y a de nombreux contre-exemples, notamment les krachs de 1907 et de 1987 (le second fut plus

¹ Ce jour-là, 16,5 millions de titres furent vendus, et 14 millions de titres proposés à la vente ne trouvèrent pas preneur.

violent que le Jeudi noir). Mais celui-ci transmet ses effets à l'ensemble de l'économie par le biais de différents mécanismes que je vais à présent détailler.

(2: la crise bancaire).

Le nombre d'Américains qui possédaient des actions était relativement peu élevé: 4 millions de personnes sur 30 millions de foyers, parmi lesquelles 1,5 millions seulement jouaient régulièrement en bourse. Mais le krach provoqua instantanément une **crise bancaire**, car les banques figuraient parmi les principaux spéculateurs: elles firent d'énormes moins-values boursières, tandis que leurs actifs détenus sous forme d'actions se dépréciaient au rythme de l'effondrement des valeurs. De plus elles ne pouvaient récupérer l'argent qu'elles avaient prêté aux spéculateurs, car ceux-ci étaient ruinés, en revanche elles devaient faire face aux retraits de fonds accélérés de leurs clients, gagnés par la panique car ils savaient très bien qu'elles n'avaient pas les reins solides: autrement dit, **ce fut la mauvaise réputation des banques américaines qui provoqua leur faillite en chaîne**: l'échafaudage spéculatif ne tenait que par la confiance, laquelle depuis l'été s'était transformée en crainte et en nervosité.

La moitié des banques américaines disparurent entre 1929 et mars 1933: l'une des plus graves faillites fut la celle de la *Bank of the U.S.* à New York.

Les faillites bancaires se traduisirent par la disparition des économies de centaines de milliers d'épargnants: pour certains, ce fut la ruine complète du jour au lendemain. Les débiteurs auraient dû pouvoir se consoler avec la disparition de leurs traites; mais de nombreux crédits avaient été contractés directement auprès des entreprises, et surtout **les banques en difficulté**, avant de faire faillite, et les créanciers de celles qui avaient déjà fait faillite, **furent tout pour récupérer le plus de créances possible**, mettant en difficulté de nombreux clients, ceux notamment qui avaient pris l'habitude d'emprunter pour rembourser et de ce fait s'étaient endettés bien au-delà de ce qu'autorisait leur niveau de vie; plus question évidemment de nouveaux crédits. Elles ne laissaient aucun délai aux défailtants; afin de pallier l'insuffisance de biens propres mobilisables pour reconstituer leurs liquidités, elles confisquaient sans pitié les biens hypothéqués — mais la valeur de ces biens avait brutalement baissé et ils ne trouvaient plus preneur vu l'effondrement de la solvabilité des acheteurs éventuels, ce qui explique que ces confiscations ne permirent généralement pas de sauver les banques.

(3: la crise de la consommation).

Cette contraction du crédit précipitait les ménages dans la misère et les entreprises dans la faillite. Elle équivalait à un assèchement brutal de la masse monétaire, à une **déflation** radicale¹. Aussi l'économie se retrouva privée du "carburant" essentiel que représentait la circulation de l'argent: plus d'argent pour investir, plus d'argent pour acheter.

Toutes les catégories de la population américaine qui vivaient à crédit (par force, comme les agriculteurs, ou par imprudence comme les classes moyennes surendettées pour l'achat de leur maison ou pour l'équipement de leur foyer) se retrouvèrent brutalement la corde au cou et, du coup, incapables de continuer à consommer. La panique accentua cet **effondrement de la consommation**: on ne fait pas d'achats autres que de première nécessité lorsque l'avenir n'est pas sûr. De ce fait, de novembre 1929 à janvier 1930 les achats d'automobiles diminuèrent de 60%, et les importations de 20%! La déflation et l'effondrement de la consommation entraînèrent une **baisse des prix**, dramatique pour les producteurs: comme personne ne voulait plus rien acheter ils étaient forcés de réduire leurs marges, souvent de vendre à perte. De 1929 à 1932 les prix de gros baissèrent de 32% et les prix de détail, de 19%; au total, le revenu national fut divisé par deux en trois ans (de 1929 à 1932) et le revenu industriel baissa des deux tiers.

(4: la crise industrielle et la montée du chômage).

Du fait de l'effondrement de la consommation, la production industrielle baissa de 10% entre novembre 1929 et janvier 1930; celle d'automobiles, de 50%. En 1932, la baisse de la

¹ N.B. Les crédits en cours font partie de la masse monétaire, même s'ils ne représentent qu'une monnaie "virtuelle": lorsqu'on fait un chèque, on crée de la monnaie!

production industrielle atteignit 45%, et celle de la production d'automobiles, 80%. La production de biens d'équipement fut plus touchée (- 73%) que celle de biens de consommation courante (- 24%) dont il était difficile de se passer tout à fait. La baisse des prix se conjugua à la diminution des quantités vendues pour entraîner une brutale **diminution des profits des entreprises**: le revenu industriel baissa des deux tiers. **100.000 entreprises firent faillite en trois ans**, d'autant que le krach survint, on l'a vu, dans une situation déjà difficile: les plus fragiles, ne purent résister.

D'autres entreprises réussirent à ne pas fermer leurs portes, mais durent se séparer d'une partie de leurs employés. Au total, on assista à une spectaculaire **explosion du chômage**: de 1.500.000 chômeurs recensés en 1929; on passa à 12.600.000 au début de 1933, soit un travailleur sur quatre, auxquels il aurait fallu ajouter des millions de chômeurs partiels. En 1931 le chômage touchait 40% de la population de Philadelphie, et en 1933 50% de celle de Chicago et de celle de Detroit, ville monoindustrielle ravagée par la mévente des automobiles... La Californie, dont l'industrie était plus diversifiée, fut moins atteinte. **Ce chômage n'était que rarement indemnisé**, et très mal, d'autant plus que les compagnies d'assurances, qui elles aussi avaient abondamment spéculé à la fin des années 1920 (aucune loi ne le leur interdisait, aucun organisme ne contrôlait leur niveau d'endettement), s'effondrèrent au moment précis où l'on avait besoin d'elles. Les travailleurs qui conservaient leur emploi se virent imposer des **diminutions de salaires** (surtout à partir de 1931), accompagnées ou non de **réductions du temps de travail**.

(5. la généralisation de la crise).

Le chômage massif et non indemnisé provoqua l'appauvrissement d'une partie de la population, ce qui aggrava la crise de la consommation: la crise nourrissait la crise, selon un effet de "boule de neige" ou de "**cercle vicieux**".

Ce cercle vicieux touchait aussi les entreprises: n'ayant plus de clients, de marchés, **elles réduisirent leur capacité d'achat et d'investissement**, d'autant que les banques n'étaient plus là pour les soutenir. Les investissements chutèrent pratiquement de moitié de 1929 à 1932, les commandes s'effondrèrent: or les investissements, les commandes, c'étaient des emplois... De ce fait, **la crise se diffusa** depuis les industries de biens de consommation et depuis l'agriculture, qui furent les premiers secteurs touchés, **en direction des industries de base et de biens intermédiaires** qui les fournissaient. **Les échanges aussi se contractèrent**: les magasins étaient vides, les compagnies ferroviaires en grande difficulté...

Paradoxalement, les secteurs de l'économie dominés par un pôle oligopolistique furent moins touchés par la baisse des prix car les entreprises dominantes, qui n'avaient aucune concurrence à affronter, purent se permettre de refuser de baisser leurs prix: ce fut le cas dans l'industrie de l'aluminium, dominée par le trust de la famille Mellon. Au moins, les ouvriers de Mellon ne virent pas leur salaire s'effondrer. Mais dans le contexte d'une baisse presque générale des prix c'était une catastrophe pour les industries consommatrices d'aluminium! Elles ne pouvaient plus acheter d'aluminium à ce prix; du coup, avec quelques mois de retard la récession et le chômage touchèrent aussi l'industrie de l'aluminium.

B) Esquisse de l'Amérique en crise.

Particulièrement touchés furent les **agriculteurs**: le prix des produits agricoles s'effondra encore plus et plus vite que celui des produits manufacturés. Le blé, qui avait déjà perdu 53% de sa valeur entre 1919 et 1929, en perdit encore 63% en moins d'un an, tout comme la viande de porc. Entre 1929 et 1932 le revenu des agriculteurs baissa des deux tiers et la production agricole diminua de 55%; dans certaines régions, comme il n'y avait plus de marché pour les produits de l'agriculture industrielle qui ne correspondaient pas à des besoins prioritaires (le café, les fruits...) on assista à un retour des cultures d'autoconsommation — ce qui signifiait d'une part la perte d'importants investissements passés, par exemple lorsqu'il fallut arracher les caféiers ou les orangers, d'autre part l'impossibilité de rembourser les dettes,

puisqu'il n'y avait plus de rentrées d'argent. De nombreuses exploitations hypothéquées dans les années 1920 passèrent aux mains des banques créancières, qui, elles-mêmes prises à la gorge (dans certaines régions le système bancaire local tout entier fit faillite), en expulsèrent les anciens propriétaires pour constituer de grandes exploitations plus productives, plus rentables — mais, sans même évoquer les effets sociaux de cette politique, était-ce réellement un but louable en période de surproduction? Ce qui était frappant, c'était que des stratégies justifiées à l'échelle individuelle s'avéraient catastrophiques à l'échelle collective. Voilà qui remettait en cause l'idéologie du laissez-faire et l'individualisme triomphant: manifestement, l'économie américaine nécessitait au moins une impulsion d'ensemble, un chef d'orchestre.

Dans *Les raisins de la colère*, roman paru en 1937 et porté au cinéma par John Ford en 1940, John Steinbeck raconte l'exil vers la Californie d'agriculteurs de l'Oklahoma et de l'Arkansas, chassés de leurs terres par des compagnies qui les avaient rachetées à leurs banques en faillite, et aussi, pour ne rien arranger, par une grave sécheresse (cette région est surnommée le *dust bowl*, la cuvette à poussière) et par les conséquences désastreuses de l'érosion des sols. Les paysans de Steinbeck ne se révoltent pas, faute en partie de cible à leur révolte: comment s'en prendre à une personne morale? L'un des personnages, dépité, constate que son ennemi, « ce n'est personne: c'est une compagnie! ». D'autres cependant refusaient de partir et barraient les routes, il y eut des émeutes dans le *Middle West*: on se serait cru de retour aux temps du populisme. Lorsque Roosevelt arriva au pouvoir, l'agitation dans les campagnes avait atteint un tel niveau que la loi martiale avait dû être proclamée dans certains comtés.

La situation sociale était tout aussi dramatique dans les villes. À Chicago en 1932 la moitié de la population dépendait des soupes populaires (privées ou municipales le plus souvent, elles furent très vite débordées). Les expulsions se multipliaient, les bidonvilles fleurissaient (on les surnommait les "Hooverilles"); certains chômeurs s'habillaient de vieux journaux (les "couvertures Hoover"). La qualité de l'alimentation se dégrada dramatiquement: certaines familles ne mangeaient plus que du pain, des pommes de terre, et une fois par semaine du chou. Une chanson de l'époque évoque les effets psychologiques de ce régime:

Oh those beans, bacon and gravy	« Ah, ces fayots, ce bacon et ce jus,
They almost drive me crazy	Ils me rendent fou
I eat them till I see them in my dreams	J'en mange jusqu'à les voir en rêve ».
When I wake up in the morning	
And another day is dawning	
I know I'll have another mess of beans	

Des gosses ne mangeaient plus qu'un jour sur deux, en alternance. Les cas de malnutrition augmentèrent de 60% à Philadelphie parmi les enfants de 6 à 16 ans; en 1935, 20% des personnes âgées étaient en état de malnutrition. Scorbut, pellagre et rachitisme étaient de retour, car la consommation de lait, de fruits et d'œufs frais s'était effondrée. 29 personnes moururent de faim à New York en 1933; d'autres se nourrissaient dans les poubelles des restaurants. Il y eut de nombreuses "marches de la faim": la plus célèbre fut celle des ouvriers de Ford à Dearborn près de Detroit, en mars 1932, sur laquelle je reviendrai. Quelques semaines plus tard, des vétérans de la région de Portland, dont les primes de démobilisation (*bonus*) avaient été promises pour... 1945, marchèrent sur Washington et la moitié de cette bonus army, dix mille personnes environ, s'installa sous des tentes dans les marais proches de la Maison blanche; l'armée les en expulsa sans ménagement en juillet, il y eut un mort. Pourtant, plus encore que dans les campagnes la réaction dominante fut plutôt le désarroi et l'abattement qu'un regain d'agressivité ou d'esprit revendicatif — les réflexes d'action collective étaient très émoussés. En 1932 il y eut 250.000 mariages de moins qu'en 1929, et le taux de natalité baissa de 7‰ en trois ans. Les suicides se multiplièrent. La violence montait, mais une violence apolitique, sans but: des bandes de sans-emploi pillaient les magasins; des vagabonds et des

enfants abandonnés prenaient les trains en fraude, agressant les contrôleurs et les passagers, et parcouraient les États-Unis en quête de travail, de secours ou de mauvais coups.

En même temps, l'Amérique n'était quand même pas retournée tout à fait à la préhistoire; peu nombreuses étaient les personnes plongées dans la pauvreté absolue, la plupart conservaient une partie de leurs habitudes de consommation. La société de consommation dans son ensemble fonctionnait toujours, mais au ralenti: les arbitrages entre la cigarette, les spectacles (les cinémas étaient pleins), les matchs de boxe, la nourriture de bonne qualité, les vêtements nouveaux, etc., étaient devenus douloureux. Seul effet positif de la crise, la grande délinquance, en proie aux mêmes difficultés que les autres "industries", s'effondra.

En réalité, **ceux des salariés qui avaient conservé leur emploi**, à condition que leur salaire n'eût pas trop diminué et que leur horaire de travail n'eût pas trop été réduit, **bénéficièrent de la baisse des prix**: la partie du monde ouvrier épargnée par le chômage maintint sensiblement son niveau de vie (les salaires ne commencèrent à baisser sensiblement qu'à partir de 1931, et leur baisse fut équivalente à celle des prix), ceux qui travaillaient dans des secteurs peu touchés par la crise l'améliorèrent. De ce fait, autant que du fait de la hantise du renvoi, il y eut finalement assez peu de grèves, ce qui est un phénomène classique en période de crise. Les plus chanceux ne démontrèrent **aucune solidarité** envers les autres, notamment les femmes et les Noirs, toujours les premiers renvoyés. Il n'existait d'ailleurs aucune conscience de la spécificité du sort des chômeurs: ce n'était pas une catégorie d'analyse, l'Amérique des années 1920 ne distinguait que des travailleurs et des paresseux. Jusqu'en 1935, le New York Times confondait tous les sans-travail sous l'appellation de "vagabonds".

La plupart des riches, du moins ceux que l'effondrement de la Bourse ou la faillite de leur entreprise n'avait pas ruiné d'un coup, conservaient l'essentiel de leurs sources de revenus, et un argument de consommation **quelques mois** par le rachat à très bas prix d'entreprises en difficulté, que leur endettement n'empêchaient pas d'être saines sur le fond (et il arrivait que l'endettement disparût brutalement avec la banque créditrice)... Mais pour se livrer à ce genre de spéculation, il fallait déjà être riche: la crise ne provoqua pas de redistribution massive de la propriété, donc pas de brassages sociaux spectaculaires.

Bref, **les inégalités sociales explosaient**; déjà importantes à l'époque de la prospérité, mais acceptées parce que les pauvres comme les riches s'enrichissaient, elles devinrent intolérables. Malgré les sermons de Hoover, aucune forme de solidarité ne fonctionnait: on touchait là l'une des limites les plus évidentes de l'individualisme libéral. Le capitalisme avait-il échoué, assistait-on à la "crise finale" annoncée comme imminente par les bolcheviks depuis quinze ans? Certains, même aux États-Unis, commençaient à le penser.

C) La politique anticrise des républicains.

Hoover, qui n'était pas Coolidge, ne fut ni indifférent, ni fataliste et inactif comme on le caricature trop souvent. Mais il manquait d'instruments intellectuels pour comprendre en profondeur ce qui arrivait à son pays; il ne parvint pas à dépasser une vision étroitement économiste des événements et fit preuve d'une froideur, d'un apparent désintéret du sort des gens, qui accentua le désarroi de l'Amérique.

Une partie de l'équipe républicaine au pouvoir était formée de libéraux purs et durs, notamment le secrétaire au Trésor Andrew Mellon. Pour eux l'équilibre entre production et consommation devait se rétablir en quelques mois par le simple jeu de l'offre et de la demande, une fois corrigés les déséquilibres par l'élimination des entreprises les moins viables. Ayant identifié l'excès de crédit comme le premier responsable de la crise, ils pensaient que seule une vigoureuse **politique de déflation** permettrait de retrouver rapidement la voie de la prospérité économique. Il fallait donc mener une stricte politique d'orthodoxie monétaire et budgétaire: limiter l'émission de monnaie et renchérir le crédit pour rendre confiance aux épargnants et pour qu'il redevînt rentable d'épargner. Ainsi les épargnants pourraient fournir aux entreprises les ressources financières nécessaires à la reprise de l'activité. Il fallait aussi réduire la quantité

d'argent que l'État mettait en circulation par le biais des emprunts, des salaires et des commandes: pour cela il fallait restreindre son train de vie, entre autres en diminuant les traitements des fonctionnaires et en arrêtant de financer des travaux publics. C'étaient **des raisonnements strictement monétaristes**, c'est-à-dire qui ne prenaient en compte que l'évolution de la masse monétaire (et éventuellement les disponibilités monétaires des entreprises), mais en aucune manière la consommation et les variations du niveau de vie.

Au fur et à mesure que la crise se prolongeait, et notamment lorsqu'en 1932 elle reprit de plus belle après un bref palier en 1931, ces positions devinrent intenable, d'abord parce qu'une économie de jour en jour plus désorganisée ne pouvait plus repartir seule: cette crise était d'une autre nature que ces crises "décennales" (dans le cadre des "cycles de Juglar") que le capitalisme connaissait bien et qu'il avait toujours su surmonter¹. Et aussi parce que le coût social de cette crise était sans commune mesure avec celui des précédentes, et que l'Amérique, qui avait connu la prospérité, n'acceptait pas le retour de la misère: depuis dix ans, on n'avait pas arrêté de semer aux gens que la pauvreté n'était plus une fatalité.

Hoover avait des idées un peu moins simplistes; cependant sa formation économique était des plus traditionnelles. Il avait participé à une expérience dirigiste durant la guerre; mais une guerre et une crise, pour lui ce n'était pas la même chose. Il n'était **pas question** notamment **de faire intervenir le gouvernement fédéral dans l'économie**; cela, seul le conflit mondial avait pu, brièvement, le justifier. Dans l'Amérique fédérale aux multiples centres de pouvoir, dans l'Amérique libérale où l'individualisme était une valeur sacrée, Washington n'avait pas à intervenir dans la gestion quotidienne des problèmes économiques et sociaux. Il n'était **pas question d'aider les individus** en difficulté, mais seulement les entreprises, car l'argent, qui manquait, devait être réservé au redémarrage de l'économie, et **les seuls acteurs de l'économie** que Hoover identifiait, **c'étaient les entreprises**: ce fut ainsi qu'en 1930 le gouvernement fédéral distribua 45 millions de dollars pour nourrir le cheptel de l'Arkansas, mais se refusa à accorder 25 millions aux fermiers de la région. Il n'était **pas question de renoncer à l'équilibre budgétaire**, signe de bonne gestion et facteur essentiel de confiance: comment l'État eût-il pu donner le mauvais exemple du laxisme et de l'endettement en pleine période de crise? Il n'était **pas question** à plus forte raison **de modifier les structures de l'économie**: elles avaient assuré la prospérité et fondamentalement, elles étaient bonnes.

D'abord le Président attendit que la situation se rétablît d'elle-même, comme en 1922 ou en 1908, et comme le promettaient les économistes libéraux: après tout, l'économie américaine était coutumière de sautes conjoncturelles bien plus violentes qu'en Europe. Il fit ce qu'il pensait être son devoir: il tenta de faire comme si rien n'était, assista à des manifestations sportives, refusa de parler de dépression, multiplia les déclarations rassurantes destinées à rétablir au plus vite la confiance (« achetez maintenant, **la prospérité nous attend au tournant** »). Cette attitude, perçue comme de l'arrogance et de l'incompétence, ne fit que mettre à mal sa crédibilité et lui fut violemment reprochée par la suite: il passa le reste de sa vie à s'en justifier². En revanche, **Hoover demeura prudent sur le chapitre de la déflation**, il alla même jusqu'à distribuer quelques subventions; mais son attachement à l'équilibre budgétaire, et l'effondrement des ressources fiscales, l'empêchèrent d'aller très loin dans ce sens. Les secteurs tirés par l'activité de l'État, celui par exemple de la construction publique, souffrirent de toute façon car les collectivités locales n'avaient plus d'argent à leur consacrer — autre cercle vicieux, la misère leur coûtait cher en soupes populaires et policiers anti-émeutes. Pour rendre aux entrepreneurs la

¹ Précisément, dans les années 1920 l'économiste russe Kondratieff avait élaboré sa théorie des cycles de croissance et de dépression de 20 à 30 ans, qui se superposeraient aux cycles décennaux de Juglar: n'était-on pas dans un "bas de cycle" comparable à celui des années 1846-1850 ou 1896-1900? La crise des années 1930 fit beaucoup pour la fortune des théories de Kondratieff...

² Il mourut nonagénaire en 1964, dans les années de *Medicare* et de *Medicaid*, bien avant le retour en grâce du libéralisme économique.

capacité d'investir, **le gouvernement diminua la pression fiscale** sur les foyers les plus aisés... ce qui eut un effet désastreux dans l'opinion à l'heure où les pauvres et les classes moyennes étaient en grande difficulté.

Hoover tenta également de **coordonner les efforts des chefs d'entreprise**, comme durant la guerre. Un certain nombre d'agences s'en occupaient, notamment le *Federal Farm Board*, créé juste avant la crise, et le *National Business Survey Conference*. Les entreprises privées étaient invitées à "coopérer" avec le gouvernement; on les encourageait à ne pas réduire les salaires et à maintenir un maximum d'emplois. Mais la bonne volonté et la discipline des entrepreneurs s'évaporèrent lorsque la situation persista à s'aggraver: contrairement à ce qui s'était passé en 1917-1918, les bénéficiaires ne se mirent pas à augmenter en flèche, bien au contraire... Aussi **les entreprises se mirent à faire de la déflation interne** afin d'abaisser leurs prix de revient et d'accroître ainsi leurs parts de marché et leurs possibilités d'autofinancement. En septembre 1931, un certain nombre de grandes firmes, dont U.S. Steel et General Motors, diminuèrent de 10% les salaires horaires de leurs employés, déclenchant une spirale à la baisse.

La baisse des prix aurait dû au moins favoriser le développement des ventes à l'étranger, donc contribuer à améliorer la balance des paiements. Mais pour gagner des parts de marché à l'extérieur les États-Unis crurent bon de mener **une politique économique internationale très agressive**. En juin 1930 les droits de douane passèrent de 38% à 59% en moyenne *ad valorem*. Or le flux des prêts américains à destination de l'Europe s'était déjà à peu près complètement tari... C'était une catastrophe pour l'ancien continent, ce qui laissa Hoover parfaitement glabre. Cette agressivité envers les partenaires de l'Amérique était due en partie à la démagogie la plus banale: plutôt que d'expliquer aux Américains l'origine réelle de leurs difficultés les gouvernants préféraient accuser l'étranger. Il faut dire que la faillite de la Creditanstalt, en mai 1931, avait mis fin à ce qui avait semblé être un début de reprise; personne ou presque n'avait voulu noter que le retrait des capitaux américains d'Europe avait été à l'origine des difficultés de la banque viennoise... En revanche il n'était pas question encore de toucher à la monnaie: question de confiance.

Une telle politique était conçue pour réagir à des crises brèves, et surévaluait le facteur confiance. Surtout, elle était pensée en termes étroitement économiques, Hoover ne s'occupait que de la santé des entreprises: la masse des consommateurs n'était pas perçue comme un acteur économique, elle n'était pas le centre de la réflexion économique de l'équipe au pouvoir. **Les républicains** ne tenaient aucun compte des effets économiques de la crise sociale, de la misère massive que la crise avait provoquée et qui contribuait à l'aggraver. Ils **en étaient restés au temps d'avant la société de consommation**... En 1930, c'était la consommation qui tirait l'économie, autant que les entreprises. Une population massivement appauvrie n'avait aucune chance de recommencer à consommer, et de ce fait les entreprises pouvaient bien investir tant qu'elles voudraient, la confiance pouvait bien revenir — la confiance de qui, d'ailleurs? On n'était plus au temps où l'avis de quelques banquiers l'emportait —, ce n'était pas cela qui ferait redémarrer l'économie.

L'équipe de Hoover ne tenait pas compte non plus des **effets en retour de l'"égoïsme sacré" en matière économique**: celui-ci contribua à faire d'une crise américaine une crise mondiale et provoqua un effondrement des échanges internationaux, donc des chocs en retour. La faillite du système bancaire allemand entraîna la fin des réparations; par ricochet, en 1931-1932, les anciens alliés européens des États-Unis cessèrent de rembourser leurs dettes (en représailles, le Congrès interdit tout nouveau prêt aux mauvais payeurs)¹. Les autres grandes

¹ La France y renonça en décembre 1932; en juin 1933, seule la "courageuse petite Finlande", qui avait bien besoin de respectabilité vu le voisinage de l'ours soviétique, payait toujours. Elle y gagna le soutien américain lors de l'agression soviétique, en 1939; ce fut l'une des raisons

puissances répliquèrent avec les mêmes armes que les États-Unis avaient employées (la hausse des tarifs douaniers, la déflation), annulant les effets positifs des mesures prises aux États-Unis: les exportations américaines reculèrent de 69%! (un chiffre comparable à celui des importations: -72%). Les exportations de blé s'effondrèrent de 97,5%... De plus, **dès septembre 1931 le Royaume-Uni franchit un pas supplémentaire en dévaluant le sterling**. Ce coup porté au système monétaire mondial rendit les échanges internationaux moins sûrs et plus malaisés, décourageant entre autres les exportateurs américains. Première puissance économique mondiale, les États-Unis souffrirent proportionnellement plus que leurs partenaires de la flambée de protectionnisme et de la désorganisation du système monétaire: leur part dans le commerce mondial passa de 13,8% en 1929 à moins de 10% en 1932. Une leçon que l'Amérique retint après 1945: la puissance économique dominante a tout intérêt au libre-échange!

Plus grave encore, le même mois, ce fut l'incident de Moukden qui préluait à la satellisation de la Mandchourie par le Japon: un grand pays choisissait la voie de l'expansion militaire et de l'agression contre ses voisins pour résoudre ses difficultés. En 1933, les Allemands portaient Hitler à la chancellerie... Anesthésiés par dix ans d'économisme et de culte de l'entreprise, les gouvernants n'avaient tenu aucun compte non plus des **effets politiques de la crise**, ni chez eux, ni à l'étranger. Il faut dire que l'idée que des difficultés économiques puissent provoquer des tensions politiques ne leur était pas familière: le premier conflit mondial avait été provoqué par des rivalités politiques entre pays aux économies dominantes et prospères!

Il y avait un dernier problème lié au **ton** que les républicains adoptaient. Ils étaient toujours prisonniers de schémas mentaux où les pauvres étaient responsables de leur pauvreté et devaient se résigner à leur sort, même si la "main invisible" du marché avait largement remplacé la divine Providence en tant que causalité ultime, et si la promesse d'un prompt rétablissement de l'économie avait succédé à celle du royaume des Cieux. À quoi bon gaspiller de l'argent à aider les pauvres alors qu'on n'en avait pas assez pour aider les banques et les milieux d'affaires, seuls à même de faire redémarrer l'économie? Les pauvres n'avaient qu'à souffrir un peu, c'était regrettable mais on n'y pouvait rien et d'ailleurs ils y étaient entraînés; ils profiteraient de la prospérité lorsqu'elle serait rétablie. Ce **discours moralisateur** axé sur les vertus de la souffrance était contradictoire avec celui, optimiste et hédoniste, qui avait été tenu aux Américains dans les années précédant le krach; il était surtout parfaitement insupportable de la part d'un personnel politique issu des milieux les plus aisés, et qui avait multiplié les erreurs dans les années 1920. Hoover faisait plus de cas des milieux d'affaires, d'abstractions comme les entreprises et les statistiques, que des hommes réels, des miséreux, des chômeurs; plein de sollicitude pour les plus riches, il n'exprimait pas la moindre compassion pour ceux qui souffraient (on ne lui pardonna pas la répression des anciens combattants de la *bonus army*).

Dans ces conditions, les Américains n'allaient-ils pas finir par se demander s'il valait la peine de sauver, au prix de tant de sacrifices, un système qui donnait de tels résultats? **Une violence de masse**, révolutionnaire, **n'allait-elle pas se développer** comme en Allemagne? On pouvait légitimement le craindre à l'époque. Nous savons maintenant que cela n'eut pas lieu: en partie parce qu'il restait aux États-Unis des espaces libres et des réserves de croissance (en Californie notamment, où la crise avait été moins violente qu'ailleurs); en partie à cause de la désorganisation du mouvement ouvrier, qui découragea toute action collective dans une période de difficultés peu propice à la solidarité; en partie enfin à cause de la faiblesse aux États-Unis des différentes idéologies révolutionnaires (de gauche comme de droite): faiblesse qui n'est pas le fait du hasard, mais découle de l'essence même de l'Amérique. L'Amérique a été choisie avec sa démocratie et son libéralisme par les immigrants européens qui l'ont peuplée, alors qu'en France par exemple les élites républicainnes ont mis soixante-dix ans à "éduquer à la

pour lesquelles elle échappa à l'annexion en 1945, contrairement aux pays Baltes.

République" un peuple qui avait connu mille ans de monarchie; de plus, il est difficile d'imaginer l'Amérique comme autre chose qu'un pays démocratique et libéral, car elle n'a jamais été rien d'autre, elle n'a pas d'autres expériences historiques que la démocratie et le libéralisme, contrairement par exemple à l'Allemagne, où l'arrivée au pouvoir de Hitler fut largement interprétée comme un retour à la poigne des régimes d'avant la république de Weimar¹.

Les institutions américaines n'étaient pas réellement menacées par une contestation de masse: rien à voir avec les tensions qui secouaient l'Europe continentale. Le parti communiste américain n'avait que 6.000 membres... Mais son candidat, William Foster², était quand même passé de 21.000 voix aux présidentielles de 1928 (0,06%) à 100.000 en 1932; la même année un candidat socialiste rassembla 900.000 voix (2,2%, en recul par rapport aux élections précédentes). Une petite partie des milieux ouvriers, une partie un peu plus importante des milieux intellectuels étaient en voie de radicalisation politique; et cela se savait, en partie parce que les médias en donnaient une image exagérée. La marche contre la faim de Dearborn, organisée par les communistes et qui avait rassemblé 3.000 manifestants, avait été brutalement réprimée, il y avait eu 3 morts et 50 blessés: les funérailles rassemblèrent 40.000 personnes sous un portrait de Lénine. Dans ces conditions **la psychose des "rouges" repartit de plus belle...** et le gouvernement républicain renoua avec les plus mauvaises habitudes du début des années 1920 en accusant la marche des anciens combattants de la *Bonus Army* d'être noyauté par les communistes, ce qui pour le coup était faux.

Tout cela n'était pas bien grave, bien moins en tout cas que la flambée de grèves de 1919-1920; mais combien de temps ce calme allait-il durer? Au total **ce fut sans doute l'alternance politique de novembre 1932 qui sauva le système politique** américain. Le changement fut spectaculaire: ce fut, pour une fois, un vrai choix entre deux programmes, entre deux politiques économiques, presque entre deux modèles de société, et aussi un duel entre deux personnalités très différentes. L'élection de Roosevelt suscita de grands espoirs de changement, qui ne furent pas déçus; mais elle se fit dans le cadre de la légalité la plus stricte.

Même si l'immense majorité des Américains n'étaient pas devenus des révolutionnaires, leur mentalité était en train de changer. On assista à un ressurgissement d'idées de type progressiste. Les Américains, si individualistes dans les années 1920, si durs et si intolérants envers les exclus, rejetaient désormais "l'évangile du *business*", prenaient conscience que les pauvres n'étaient pas forcément responsables de leur sort, qu'une société inégalitaire n'est pas forcément une société de futurs riches, que le *business* n'est pas forcément vertueux, que le laissez-faire n'est efficace qu'en temps de prospérité. La crise avait révélé l'égoïsme fondamental, l'incompétence parfois des milieux d'affaires: l'enchantement des années 1920 était brisé; c'en

¹ Merci à Vincent Lescaillez (khâgne, 1999-2000) pour ces remarques.

² Foster était un ancien syndicaliste (de l'A.F.L.), leader des abattoirs de Chicago, puis de la grève des aciéries en 1919-1920. Il avait tenté d'organiser les travailleurs de Chicago en une seule grande fédération industrielle, ce qui lui avait valu l'hostilité de la majorité: en effet l'A.F.L. était toujours largement une fédération de syndicats de métiers, ce qui signifiait par exemple que les carrossiers et les équipementiers d'une même usine automobile ne militaient pas au même syndicat... Voilà qui compliquait passablement l'action dans le cadre de l'entreprise! Mais les fédérations de métiers tenaient au *statu quo*: elles étaient fières de leur savoir-faire, elles se sentaient représenter une "aristocratie ouvrière" et affichaient leur mépris de la masse ignorante et indifférenciée des manœuvres. Foster était devenu communiste à la suite d'un voyage en U.R.S.S. qu'il avait fait en 1921; mais, désobéissant aux instructions du Komintern, il s'était toujours refusé à diviser le mouvement ouvrier en faisant scission d'avec l'A.F.L. Marginalisé dans le monde syndical, il s'était replié de plus en plus sur le Parti communiste américain, lequel avait vite tourné à l'officine de propagande soviétique, complètement isolée des travailleurs américains et de leurs préoccupations.

était bien fini du mythe du *welfare capitalism*, du capitalisme bienveillant, il était temps de bâtir un *welfare state*, un État bienveillant .

En 1932, constatant l'échec de ses incantations optimistes et la reprise de la récession, **Hoover esquissa une politique un peu plus audacieuse**: il renonça provisoirement à l'équilibre budgétaire; il lança la *Reconstruction Finance Corporation*, un organisme habilité à ouvrir des crédits aux banques et aux compagnies d'assurances, ainsi qu'aux compagnies de chemin de fer. Ce n'était pas forcément une bonne idée, car cela revenait à endetter encore un peu plus les banques; ce fut un échec, et le R.F.C. fut très critiqué par les démocrates qui l'accusèrent d'être un instrument aux mains des milieux d'affaires: même s'il s'était décidé à injecter de l'argent dans l'économie, le gouvernement Hoover pensait toujours en termes d'entreprises à soutenir et non de consommateurs à aider. En revanche les démocrates, qui aux *mid-term elections* de 1930 avaient conquis la majorité à la Chambre des représentants, imposèrent en 1932 le vote de l'*Emergency Relief Act*, une loi qui prévoyait l'octroi de prêts fédéraux aux collectivités locales pour les secours d'urgence aux chômeurs. Elle ne fut pas réellement appliquée avant 1933. Mais cette même année il fallut mettre fin à l'expérience du *Farm Board*, qui coûtait trop cher; du coup l'effondrement des prix agricoles reprit de plus belle. De toute façon il était bien trop tard pour que les républicains, qui battaient tous les records d'impopularité, pussent convaincre les Américains de leur capacité à résoudre la crise.

Mais que faire à la place? Certains, inspirés notamment par l'économiste britannique John Maynard **Keynes**, déjà célèbre pour ses analyses monétaires mais peu influent aux États-Unis, pensaient que la crise, si grave fût-elle, était conjoncturelle; il fallait la traiter par le déficit budgétaire (*deficit spending*), c'est-à-dire accepter un déséquilibre provisoire des comptes de l'État pour réinjecter de l'argent dans l'économie, et pas seulement dans les entreprises: ils affirmaient que le problème majeur était l'effondrement de la consommation, et qu'en conséquence il fallait s'occuper des consommateurs appauvris et ensuite seulement des producteurs. D'autres allaient plus loin et prônaient un dirigisme d'État avec une planification centrale. Pour ceux-là, peu nombreux mais très écoutés notamment dans les grandes universités et qui s'inspiraient en partie de l'expérience soviétique (laquelle commençait juste), c'étaient les structures de l'économie américaine qui étaient mauvaises; il fallait, au minimum, les placer sous contrôle — et qui mieux que l'État pouvait agir pour le bien public?

Finalement, aux élections présidentielles de 1932 les démocrates présentèrent **Franklin Delano Roosevelt**¹ (1882 — 1945), difficile vainqueur de la Convention du parti malgré l'opposition d'Al Smith, et grâce entre autres au soutien de Randolph Hearst. Le candidat démocrate était issu d'une famille patricienne, d'origine hollandaise, de l'État de New York, c'était même un cousin lointain de l'ancien président Théodore Roosevelt: il connaissait bien l'expérience progressiste dont son cousin avait été le promoteur. Il avait par ailleurs épousé sa nièce Éléonor, laquelle joua un rôle politique actif de mobilisation de l'opinion au service du *new Deal*: elle fut la première vraie *first lady*. Roosevelt avait fait des études de droit, mais depuis sa jeunesse il s'était lancé dans la politique et en avait fait sa profession: cela contrastait avec les Présidents républicains des années 1920, issus généralement des milieux d'affaires. Démocrate, contrairement à Teddy, et plutôt lié au courant wilsonien, "progressiste" de ce parti, il fut élu sénateur de New York en 1910, devint secrétaire d'État adjoint à la marine sous la présidence de Wilson (il en retint l'efficacité d'un certain degré de mobilisation de l'économie sous le contrôle de l'État, au moins en période d'urgence), puis candidat malheureux à la vice-présidence en 1920.

En 1921 il fut frappé par la poliomyélite; mais quoique paralysé des deux jambes, il trouva la volonté de reprendre sa carrière politique en 1924. (Cette épreuve surmontée lui valut un surcroît de popularité à New York; mais une fois élu Président, il fit tout pour cacher la

¹ Delano était le nom de jeune fille de sa mère.

gravité réelle de son infirmité, au prix de diverses contorsions et d'incessantes négociations avec les médias, bien plus déferents qu'aujourd'hui envers le personnel politique: il n'existe pratiquement aucune photo de lui en chaise roulante!) Depuis 1928 il était gouverneur de l'État de New York où il avait acquis une grande popularité par ses initiatives sociales (notamment en matière de secours aux chômeurs: il y en avait un million); son action n'avait pas été très novatrice sur le fond, mais il avait montré une grande maîtrise de la communication et avait donné l'image d'un activisme courageux: cela plaida en sa faveur au moment de la présidentielle.

Les républicains présentèrent Hoover pour ne pas avoir à reconnaître leur responsabilité dans la crise; de toute façon l'élection était perdue. **Roosevelt obtint un résultat triomphal: 57% des voix, la majorité dans tous les États sauf six (mais l'abstention demeurait élevée: 43%²).** Il avait gagné parce que la popularité de Hoover était au plus bas, et aussi parce qu'il avait montré de la compassion pour les victimes de la crise, promettant de traiter d'abord le problème social: il avait promis un *new Deal*, formule vague et propre à frapper l'opinion à laquelle on pouvait donner à volonté un contenu plutôt économique ou plutôt social. **Mais son programme n'était pas spécialement audacieux:** en particulier, il se refusait à envisager un budget en déficit. **Sa campagne fut pleine de contradictions:** tantôt il évoquait la nécessité d'une planification de l'économie, tantôt il dénonçait les excès de la réglementation fédérale, mais jamais il ne remettait en question la société capitaliste. Il déclara un jour: « ma politique est radicale, comme est radicale la liberté américaine ». Les démocrates s'emparèrent aussi de la majorité aux deux chambres.

II-La politique anti-crise de Roosevelt.

A) L'arrivée au pouvoir de Roosevelt et les Cent-Jours.

L'arrivée au pouvoir de Roosevelt en mars 1933 marqua d'abord **un changement de style** présidentiel. Il insistait sur la nécessité d'un *leadership*, sur la nécessité d'agir, d'innover (« l'essentiel est d'essayer »), par opposition à ce que l'opinion avait perçu comme l'immobilisme de l'équipe Hoover; il affichait un dynamisme et un optimisme à toute épreuve (« la seule chose dont nous ayons à avoir peur, c'est la peur elle-même ») — mais pas toujours une ligne politique très clairement définie. Par opposition à Hoover, Roosevelt afficha immédiatement **le souci de "l'homme oublié"**. Il centra son discours sur le problème de la pauvreté, contre laquelle il proclama une véritable croisade nationale comparable à celle que Wilson avait lancée contre l'Allemagne en 1917. En fait, une politique de relance de la consommation avait été tentée dans les derniers mois de la présidence de Hoover, mais timidement et de manière presque inavouée, et de toute façon le gouvernement républicain était

¹ Cette attitude, les associations de handicapés la lui reprochent vivement aujourd'hui, l'accusant d'avoir eu honte de sa "différence" et d'avoir négligé de donner un sujet de fierté à sa "communauté". En 1996, à l'occasion de l'inauguration d'un mémorial, elles se sont livrées à un véritable acte d'*outing*, exigeant (et obtenant) la présence d'une statue de Roosevelt en chaise roulante. On peut quand même raisonnablement penser que l'image d'un Président handicapé moteur n'était pas la plus appropriée pour redonner l'espoir à l'Amérique en 1933! Les mentalités n'étaient pas celles d'aujourd'hui, et ce n'était pas vraiment le moment pour s'occuper de les faire évoluer.

N.B. L'*outing*, ce sont les actions menées par les associations homosexuelles des pays anglo-saxons, au nom de la fierté d'être gay, pour porter à la connaissance du public l'homosexualité de personnalités publiques qui se refusent à la revendiquer (afficher son homosexualité se dit: *to come out*, "sortir du bois" ou "du placard").

² Roosevelt fit mieux aux élections suivantes: l'abstention tomba à 39% en 1936 et à 37,5% en 1940.

déjà déconsidéré; le mérite de Roosevelt fut de la revendiquer davantage, de la rendre lisible, de rétablir le contact avec l'opinion publique et de rendre confiance aux Américains.

Roosevelt fut le premier président des États-Unis à se préoccuper de la diffusion de son message politique. Il expliquait ses décisions aux Américains lors de conférences de presse; il fut l'inventeur de la technique des causeries radiodiffusées (ces *fireside chats* ou **causeries au coin du feu** hebdomadaires de Roosevelt, inaugurées une semaine après sa prise de fonctions, firent école dans de nombreux pays, jusqu'en France avec Pierre Mendès-France en 1953). Il fut aussi l'un des premiers hommes politiques à prêter attention aux **sondages d'opinion**, qui apparurent en 1935 (avec l'institut Gallup). Ses méthodes de travail contrastaient avec celles de son prédécesseur: tandis que Hoover prenait ses décisions seul, Roosevelt s'entoura d'hommes issus de tous les horizons politiques, y compris des républicains, afin de susciter une "union sacrée" contre la crise, et d'un **brain trust** formé notamment d'intellectuels issus de l'université de Columbia¹.

Ces intellectuels s'inspiraient en partie des analyses de Keynes; mais **le new Deal n'est pas à strictement parler une expérience "keynésienne"**. Roosevelt rencontra Keynes une seule fois, en 1934, mais le courant ne passa guère entre les deux hommes: le politicien n'eut pas la patience s'essayer de comprendre en détail les raisonnements de l'intellectuel. Par ailleurs l'ouvrage majeur de Keynes, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, ne parut qu'en 1936 — il intégrait les leçons du *new Deal*, mais il ne fut pas à l'origine des mesures anti-crise de Roosevelt, sauf peut-être des toutes dernières, prises après 1937 à une époque où le *new Deal* était déjà bien mal en point. Il y eut en fait beaucoup d'improvisation dans le *new Deal*: ce fut, selon Claude Fohlen, « une série d'expérimentations, quelques-unes heureuses, d'autres, en plus grand nombre, inefficaces ». Roosevelt ce n'était pas un idéologue, mais un pragmatique, et il eut à affronter dans l'urgence une situation difficile et changeante: aussi il lui arriva, pour des raisons d'opportunité, de prendre des mesures contraires aux principes généraux que je vais à présent exposer.

On peut dégager quelques **principes** simples qui valent l'ensemble des années 1933-1939, même si certains mirent du temps à apparaître avec netteté. D'abord, la crise était traitée comme une crise de la demande et non une crise de l'offre: si l'Amérique ne fonctionnait plus, c'était que les Américains avaient cessé de consommer, non que les matières premières, les capitaux ou les investissements manquaient. Il fallait donc encourager la population à recommencer à consommer, afin que le "cercle vicieux" de la déflation cédât la place au "**cercle vertueux**" de la **reprise par la consommation**, qui permettrait une remontée des prix, donc une reprise des bénéfices des entreprises, donc une reprise de la production, donc un retour au plein-emploi, donc l'enrichissement collectif des Américains, donc une consommation accrue, etc. On disait à l'époque qu'il fallait "**réamorcer la pompe**". Il fallait donner la priorité à la création de richesse, même à crédit, même si pour cela il fallait encourager l'**inflation**: en gonflant la masse monétaire en circulation on encouragerait la reprise de consommation, tandis que la perte de valeur de la monnaie permettrait d'alléger les dettes des particuliers et des entreprises. Il fallait **se préoccuper des gens et non plus prioritairement des entreprises**; même si dans un premier temps elles verraient leurs charges augmenter, très vite elles tireraient

¹ On y retrouvait Bernard Baruch, mais aussi des hommes qui avaient déjà servi Roosevelt au temps où il était gouverneur de l'État de New York, et bien sûr pas mal d'économistes. Cette équipe s'entendait d'ailleurs fort mal avec le gouvernement, que Roosevelt réunissait rarement et qu'il écoutait peu, à l'exception du secrétaire au Trésor Henry Morgenthau et de la secrétaire du Travail Frances Perkins, mais qu'il ne modifia guère au cours de ses différents mandats: Roosevelt préféra toujours multiplier les agences et commissaires parallèles plutôt que de renforcer les ministères existants.

profit de la reprise économique. Si cela s'avérait nécessaire, on pouvait même envisager **un abandon provisoire des grands équilibres**, notamment l'équilibre budgétaire.

En fait, Roosevelt n'était pas favorable à ce dernier type de mesures: il craignait de perdre la confiance des milieux d'affaires. Il ne s'y décida véritablement qu'à la fin de la décennie.

En particulier, il fallait redonner la possibilité de consommer à la masse de ceux qui ne consommaient plus du tout ou presque pour cause de chômage et de misère: Roosevelt avait compris que c'est la masse des petits et moyens consommateurs qui fait la santé d'une économie moderne, non la minorité des plus riches. Il fallait donc un **new Deal**, une "nouvelle donne", c'est-à-dire qu'il fallait redonner à chacun de nouvelles chances pour permettre à tous de prendre part à l'effort collectif. Il s'agissait bien de rétablir l'égalité des chances, non de promouvoir l'égalité des conditions: Roosevelt n'envisageait pas une redistribution d'une partie de la richesse nationale. Mais ce qu'il proposait était déjà tout à fait nouveau dans l'Amérique des années 1930, et il alla un peu plus loin au moment du second *new Deal*.

Pour mener cette politique d'urgence, l'Amérique devait accepter, temporairement, **une intervention accrue de l'État dans l'économie**. Comme les acteurs économiques s'étaient avérés incapables d'agir collectivement de manière rationnelle, il fallait leur donner un ensemble d'instructions à suivre, essayer de changer leurs mentalités et, le cas échéant, ne pas hésiter à leur forcer la main. Mais Roosevelt n'était pas un étatiste; il s'agissait bien pour lui de mesures provisoires, d'organiser l'économie et non d'en prendre le contrôle, de « renflouer le capitalisme » selon l'expression indignée de Daniel Guérin. Même à l'époque du *new Deal*, l'État fédéral s'interdit d'intervenir directement dans la sphère productive: il y eut très peu de nationalisations, elles concernèrent essentiellement des entreprises en perdition et n'étaient conçues que comme des pis-allers. L'État s'attribua bien sûr des missions nouvelles de régulation et de surveillance, notamment pour éviter le retour de la spéculation; mais il s'agissait de fonctions "classiques", acceptées par les libéraux. Autrement dit, Roosevelt se rangea aux côtés de ceux pour qui **les capitalistes américains des années 1920 avaient failli**, faute d'une politique économique nationale décidée, mais **le capitalisme en tant que système devait être conservé**, avec quelques correctifs pour lui permettre de fonctionner plus harmonieusement: il restait le meilleur de tous les systèmes, et le seul compatible avec la démocratie.

Roosevelt était décidé à agir très vite pour frapper l'opinion et pour éviter les effets désastreux d'une éventuelle déception, car les attentes étaient vives et l'attente avait été longue entre les élections (début novembre) et l'entrée en fonctions du nouveau président (le 4 mars)¹. En trois mois ("**cent jours**"), du 9 mars au 16 juin 1933, il fit voter par le Congrès **une vingtaine de lois** qui visaient à réorganiser les structures bancaires, agricoles et industrielles du pays. Il y eut en tout moins de quarante heures de débat au Congrès... Les mesures du "premier *new Deal*", prises dans l'urgence quoique préparées durant les cinq interminables mois de l'interrègne, ne formaient pas un ensemble cohérent: certaines étaient en fait plutôt déflationnistes. Ainsi, en mars, le gouvernement procéda à une **réduction de 15% des salaires et des traitements des agents de l'État fédéral**, afin de pouvoir financer le *new Deal* sans devoir recourir au déficit budgétaire. Dans les derniers mois de son mandat Hoover avait commencé à évoluer, à chercher une politique nouvelle; Roosevelt mit du temps à trouver la sienne.

Le pays était au bord de la banqueroute: les réserves des banques membres du Système fédéral de Réserve étaient nettement inférieures au minimum légal — la plupart étaient

¹ En fait, Roosevelt avait refusé toute collaboration avec l'équipe de Hoover, pour ne pas être associé par l'opinion à une équipe déconsidérée. On l'accusa même d'avoir volontairement laissé se dégrader la situation, notamment dans le domaine bancaire, pour donner un caractère plus spectaculaire à son action et pour apparaître comme un sauveur.

d'ailleurs fermées, provisoirement ou non: 22 États s'étaient proclamés "en congé bancaire" pour empêcher une ruée aux guichets des banques¹. Aussi Roosevelt décida de frapper un grand coup, et ce fut son premier acte en tant que Président: le 6 mars, il les ferma toutes durant trois jours pour éviter une panique à l'annonce de ses décisions, et pour marquer sa détermination.

L'*Emergency banking Relief Act* de mars 1933, suivi par deux autres lois votées en mai-juin, organisa un début de contrôle fédéral sur le système bancaire, par l'intermédiaire d'une *Reconstruction Finance Corporation* et du *Federal Reserve Board*; en échange, les banques solvables bénéficieraient d'une garantie fédérale. En particulier, le gouvernement établit une limite aux crédits que les banques pouvaient consentir, proportionnellement à leurs réserves; il institua une distinction rigoureuse entre banques de dépôt et banques d'affaires², pour éviter que les premières, qui drainaient l'épargne des particuliers, n'alimentassent la spéculation. La confiance revint immédiatement, mais non pas du fait de la nouveauté ni de la radicalité des mesures prises; comme le reconnut plus tard Roosevelt, « le seul changement [était] venu de la rapidité et de l'audace qui [avaient] permis la mise en place de cette politique ». Ces lois bancaires s'accompagnèrent de diverses mesures pour freiner la spéculation (les entreprises eurent l'obligation d'informer le public lorsqu'elles émettaient des actions; en 1934 une commission fut créée pour surveiller la transparence de la Bourse, la *Securities and Exchange Commission*) et pour alléger le fardeau des débiteurs.

Dans le domaine monétaire, le *brain trust* était divisé. Roosevelt, qui ne connaissait pas grand-chose à ces questions, prit un ensemble de décisions (ou de non-décisions) lourdes de conséquences: en avril, il interdit l'exportation de l'or, et en juin il proclama l'abandon de l'étalon-or. Cela revenait à laisser flotter le dollar par rapport aux autres monnaies (à la baisse, évidemment, vu la difficile situation économique), ce qui, pour les partisans d'une dévaluation, devait favoriser les exportations américaines; il s'agissait en particulier de répliquer à la dévaluation du sterling, qui avait été perçue comme une agression. Mais pour l'équipe de Roosevelt, l'important était ailleurs. À l'intérieur, cette mesure était censée provoquer une poussée inflationniste qui permettrait de relancer la consommation et d'alléger les dettes. Finalement, en janvier 1934, après moult hésitations, Roosevelt décida de stabiliser le dollar à 59% environ de sa valeur antérieure, soit une dévaluation de 41%: la Réserve fédérale adopta une nouvelle parité-or (35 dollars l'once), parité que le dollar conserva jusqu'en août 1971. L'or était retiré de la circulation, il était même interdit aux particuliers d'en posséder: c'était ce qu'on appelle un *Gold bullion standard* (un système où seules les banques avaient accès au métal étalon, et pour de grosses quantités à la fois).

En mai 1933, le Congrès vota l'*Agricultural Adjustment Act* (A.A.A.), une loi qui prévoyait une réduction des emblavures et une limitation de la production agricole, sur une base volontaire: des indemnités seraient versées aux producteurs qui accepteraient de coopérer avec le programme fédéral et de respecter des quotas préétablis. Les productions touchées étaient le blé, le maïs, le coton, le tabac, le riz, le lait et les porcs.³ Le but était de faire remonter les prix agricoles en organisant une pénurie artificielle. En réalité l'A.A.A. fut un semi-échec, car les paysans ne jouèrent pas le jeu: ils avaient l'impression d'y perdre. En 1934 il fallut rendre obligatoires les réductions d'emblavures pour les cultivateurs de coton. Le caractère malthusien de l'A.A.A., qui se traduisit par une baisse de la production agricole à un moment où de nombreux Américains étaient sous-alimentés, provoqua par ailleurs de nombreuses critiques: six millions de porcs furent sacrifiés, on brûla du café dans les chaudières des locomotives... Pourtant les prix finirent par se redresser, et en 1936 le revenu des paysans avait regagné 90%

¹ Le premier avait été le Nevada, en octobre 1932.

² Pour la différence, voyez le chapitre 8 du cours sur la France.

³ L'ensemble était financé par une taxe sur les industries de transformation des produits agricoles, censées avoir bien profité de la baisse des prix.

du niveau de 1929; plus que l'A.A.A., trois années de sécheresse et la dévaluation y aidèrent — et l'exode rural, qui continua de plus belle durant ces années.

L'A.A.A. s'accompagna de mesures pour alléger les hypothèques, pour protéger les fermiers de l'expropriation; les prêts étaient facilités, un organisme fédéral s'occupa d'accorder des avances sur les récoltes afin de réduire la dépendance des agriculteurs vis-à-vis des banques; enfin il apparut un *Soil Erosion Service* qui donnait des conseils aux exploitants.

Dans le domaine industriel, ce fut en juin que le Congrès vota le *National Industrial Recovery Act*¹. Cette loi prévoyait l'adoption obligatoire, dans les différentes branches, de "codes de concurrence loyale" pour organiser la reprise de la production; il s'agissait encore d'organiser une pénurie artificielle, et d'annuler progressivement la concurrence pour que les prix remontassent; au passage, la législation anti-trusts était mise à mal. Les codes prévoyaient des prix minima, des limitations de production avec des quotas par entreprise. La paix sociale était un enjeu essentiel, et pour l'obtenir il fallait donner un minimum de satisfactions aux travailleurs: les codes prévoyaient des salaires minima (c'était aussi pour encourager la consommation), et le N.I.R.A. réaffirmait solennellement le principe de la liberté syndicale et encourageait les conventions collectives (c'était aussi pour rendre aux ouvriers la possibilité de peser à la hausse sur les salaires). L'État fédéral en profita aussi pour remettre en vigueur des pans de la législation sociale qui n'étaient pas appliqués, comme la réglementation du travail des enfants. Une agence officielle, la *National Recovery Administration*, dirigée par un personnage haut en couleur, le général Johnson, lança une campagne de publicité spectaculaire: toute entreprise qui accepterait les codes de concurrence loyale aurait le droit de faire figurer un aigle bleu sur ses produits, avec la mention "*We do our own*"; ces "labels" furent un grand succès et permirent aux entreprises qui en bénéficiaient de relancer leurs ventes. dans un registre plus anecdotique il y eut aussi des défilés patriotiques, et même une *N.I.R.A.-dance*.

L'opinion suivit, il y eut même de petites filles prénommées Nira. 96% des entreprises adoptèrent des codes; mais comme rien n'était prévu pour contraindre les récalcitrants, de grandes entreprises comme Ford restèrent à l'écart. Les résultats furent mitigés: les prix remontèrent de 10%, les salaires de 4%. La production ne réaugmenta que lentement, car la consommation était toujours déprimée.

Le N.I.R.A. prévoyait également le lancement d'un programme de **travaux publics**: l'idée était de stimuler la reprise par l'injection de crédits fédéraux ("réamorcer la pompe") et aussi de mettre les chômeurs au travail: il n'était pas question de les secourir sans contrepartie (la philosophie n'était pas celle de notre protection sociale, prévue au départ pour un chômage conjoncturel de courte durée), mais d'éloigner de la rue ceux qui n'avaient aucune chance de retrouver du travail à court terme dans le secteur privé. Par ailleurs l'Amérique manquait d'infrastructures: il y avait un réel besoin de grands travaux financés par l'État.

Déjà, au mois de mars, Roosevelt avait créé un *Civilian Conservation Corps* qui recrutait de jeunes chômeurs de 18 à 25 ans, qu'il payait, auquel il donnait une formation, et qu'il employait à des tâches de construction de routes et de ponts, de conservation du sol, d'entretien des parcs nationaux et de reboisement. Cette agence, qui fonctionnait de manière quasi militaire, employa 500.000 jeunes par an jusqu'en 1942, deux millions au total. C'était la première fois que le gouvernement fédéral acceptait de s'occuper directement du chômage. L'agence créée dans le cadre du N.I.R.A. s'appelait la *Public Works Administration* — en septembre, elle engendra par scissiparité une *Civil Works Administration*. La multiplication des agences chargées de lutter contre le chômage n'était pas forcément une très bonne chose... En janvier 1934, la C.W.A. employait 4.300.000 personnes. Elle rénova 400.000 kilomètres de routes, draina des marais, dératisa des immeubles, construisit des stades, des piscines et des aires de jeux, etc. Jusqu'en 1934 elle eut aussi un rôle important dans le domaine de la culture: elle organisa des

¹ Ce fut la dernière mesure des Cent-jours, car au départ Roosevelt n'en voyait pas l'intérêt, et lorsqu'il s'y décida il fallut organiser une conciliation entre les syndicats et le patronat.

cours du soir, des représentations théâtrales, etc. Roosevelt voulait distraire les Américains et leur rendre l'optimisme — puis il changea d'avis: en 1934, il fut mis fin à cette expérience, pour bien montrer que le plus gros de la crise était passé.

Dans le même esprit, en mai 1933, Roosevelt lança la fameuse *Tennessee Valley Authority*, un organisme fédéral chargé de mettre en valeur cette région très pauvre de 100.000 km² qui s'étendait sur cinq États et qui souffrait beaucoup des sécheresses et des inondations¹, et d'en faire une zone d'expérimentation économique et sociale. On prévoyait notamment la construction de vingt barrages en vingt ans pour l'hydroélectricité et l'irrigation, des travaux de drainage, de lutte contre l'érosion des sols, de reboisement, etc., le tout financé par des emprunts. Roosevelt, passionné de conservation de la nature, montra un souci d'aménagement du territoire rare jusque-là aux États-Unis, sauf dans le domaine des transports; par ailleurs l'État américain devint entrepreneur, dans le domaine de l'hydroélectricité, ce qui était une manière de révolution... et valut à Roosevelt des accusations de concurrence déloyale (de la part des compagnies d'électricité) et de socialisme. Ce fut pourtant le succès le plus incontestable du premier *new Deal*.

Enfin, les autorités locales bénéficièrent de l'appui d'une autre agence fédérale, la *Federal Emergency Relief Association* (F.E.R.A.), pour lancer de nombreux travaux publics à l'échelle des États, des comtés et surtout des villes, qui en avaient bien besoin. C'est notamment des années 1930 que date le Golden Gate de San Francisco.

B) Difficultés et relance du *new Deal* (1934-1937).

En réalité, plus que les dispositions elles-mêmes du premier New Deal, dont les résultats furent mitigés, ce furent l'énergie et la détermination du Président qui firent forte impression: Roosevelt était parvenu à rétablir la confiance. **La situation économique s'améliora**, en partie tout simplement parce que la nouvelle équipe était arrivée au pouvoir en plein creux de la dépression, mais aussi grâce aux sommes injectées dans l'économie malgré le principe officiel de réduction des dépenses de l'État — Roosevelt n'avait rien d'un théoricien du *deficit spending*! Il n'empêche que le déficit budgétaire passa de 3.200.000.000 dollars en 1932 à 6.500.000.000 en 1935. Le nombre de chômeurs diminua (il n'était plus que de 9.000.000 à 10.600.000, selon les sources, en 1935, soit encore 20% de la population active); l'activité bancaire redémarra, les prix agricoles et industriels repartirent à la hausse. L'espoir revenait; pour beaucoup de chômeurs, les secours qu'ils reçurent des différentes agences fédérales furent les premiers depuis le début de la crise — même si tous les sans-emploi n'y avaient pas droit, loin de là: ceux des zones rurales, Blancs du *Dust Bowl* ou Noirs du vieux Sud, n'eurent rien. L'opinion plébiscita les démocrates aux législatives de 1934: phénomène exceptionnel pour des *mid-term elections*, le parti au pouvoir progressa aux deux Chambres.

Mais l'amélioration était toute relative. Par ailleurs, la législation nouvelle était souvent confuse: en 1934-1935, deux nouvelles agences apparurent pour coordonner la lutte contre le chômage! Les limites de la politique de relance par la consommation apparurent très vite (voyez plus bas). Le consensus autour des mesures du printemps 1933 s'effritait: les syndicats trouvaient que la contribution des travailleurs à l'effort national était disproportionnée à celle des chefs d'entreprise; les grèves reprirent, de plus en plus violentes; dans le Sud, à la suite d'affrontements entre propriétaires et métayers, le terrorisme fit son apparition. De plus la corruption gagna rapidement la C.W.A., qui fut dissoute dès le printemps 1934; mais comme la F.E.R.A., qui reprit ses activités, payait deux fois moins, il y eut des émeutes (à Minneapolis).

¹ Dans les années 1920 il y avait eu une polémique sur un barrage construit dans cette région durant la guerre: le gouverneur du Nebraska avait demandé que le gouvernement fédéral prît en charge ce barrage pour fournir en électricité les régions les plus pauvres, mais Coolidge et Hoover s'étaient opposés à ce projet.

Le patronat, favorable au départ, était de plus en plus hostile à Roosevelt et au *new Deal*. Au nom de la liberté d'entreprendre, certains critiquaient violemment ce qu'ils interprétaient comme un début de "planification" de l'économie américaine (la limitation de la concurrence, la fixation de prix minima par l'État fédéral). En août 1934, des chefs d'entreprise, avec le soutien d'une partie des républicains, fondèrent une *American Freedom League*.

Jusqu'à-là, les États-Unis étaient parvenus à concilier un début de reprise économique et le maintien de la démocratie. Il n'y avait pratiquement pas d'organisations fascistes, à l'exception des marginales *Silver Shirts*, financées par Hearst (qui avait rompu avec Roosevelt); quant aux communistes, en pleine période sectaire, jusqu'en 1935, ils ne surent que traiter Roosevelt de social-fasciste, et ils furent peu influents, à l'exception de quelques grèves d'ouvriers agricoles qu'ils menèrent et, j'y reviendrai en détail plus bas, de leur action dans les ghettos noirs des grandes villes. Mais d'autres forces apparaissaient, qui agissaient dans le cadre de la démocratie et ne la remettaient pas en question, mais n'en étaient pas moins, pour certaines, assez inquiétantes.

Des **progressistes** refirent surface, comme Robert La Follette dans le Wisconsin; ailleurs, il apparut un ***Farmer-Labor party*** qui s'inspirait des idées populistes des années 1890. Surtout, dans tous les États-Unis apparurent des hommes politiques qui jouaient sur les mêmes cordes sensibles que Roosevelt tout en voulant aller beaucoup plus loin dans les réformes de structure; leurs programmes étaient si confus qu'il est difficile de les classer à gauche ou à droite, classement qui du reste ne signifie rien aux États-Unis; ils étaient surtout excessivement simplistes. Ils sont restés sous le nom de **démagogues**. On peut classer parmi eux l'écrivain Upton **Sinclair**, qui se proclamait socialiste et se présenta aux élections pour le poste de gouverneur de l'État de Californie: il voulait que l'État prît en charge les usines arrêtées et qu'il fondât des colonies agricoles. Il fut battu de peu. Toujours en Californie, le docteur **Townsend** voulait que l'État distribuât 200 dollars par mois (le double du revenu moyen) aux personnes de plus de soixante ans avec l'obligation de les dépenser dans le mois, le tout aurait été financé par une taxe sur les transactions; il organisa des clubs de personnes âgées, qui défendaient par ailleurs les valeurs d'une Amérique traditionnelle, rurale et puritaine. En 1936 ce mouvement rassemblait 3.500.000 membres! Les personnes âgées étaient les grands oubliés du *new Deal*...

Un prêtre catholique du Michigan, Charles **Coughlin**, déjà connu pour ses sermons radiodiffusés (depuis 1926), se lança dans la politique: il mêlait récriminations sociales (il prônait des nationalisations), anticapitalisme (il dénonçait les requins de Wall Street), anticomunisme et antisémitisme; il prônait un régime corporatiste encadré par l'Église et par un État fort. Ses diatribes rappelaient à la fois Horthy, Dollfuss et Mussolini; il eut aussi un grand succès, mais comme il était citoyen canadien il ne représentait pas un danger immédiat pour les institutions. La dérive démagogue toucha même le parti démocrate: à partir de 1934 **Huey Long**, le jeune et flamboyant "boss" des démocrates de Louisiane¹, se mit à contester violemment la politique de Roosevelt; il fonda une *Share Our Wealth Society* qui promettait à chaque famille un revenu de 5.000 dollars par an, obtenu en expropriant les plus riches, dont il surévaluait énormément le nombre et la richesse. Ses clubs rassemblèrent jusqu'à 8 millions de personnes et il menaçait de briguer l'investiture démocrate pour la présidentielle à la Convention de 1936².

Tout ceci commençait à rappeler désagréablement ce qui s'était produit en Europe quelques années auparavant. Cela représentait un danger pour le Président. Un électeur ne lui

¹ Le sud des États-Unis vivait sous un régime de parti unique de fait: il n'y avait même pas de candidats républicains à la plupart des élections locales et régionales (le parti républicain était celui de Lincoln...). N'ayant aucun souci à se faire concernant leur réélection, les démocrates du Sud avaient de fortes tendances à l'indiscipline et à la démagogie.

² Huey Long fut assassiné en septembre 1935 et ses clubs tentèrent de se transformer en un *Union Party*, faute de leader charismatique ce parti échoua aux élections de 1936 (il obtint 2,1% des voix) et disparut à la fin de la décennie.

avait-il pas déclaré: « Huey Long est l'homme que nous croyions que vous étiez quand nous avons voté pour vous »? Roosevelt, qui n'avait pas à son service de véritable machine politique et dont la popularité reposait avant tout sur son charisme personnel, ne risquait-t-il pas d'être débordé par plus charismatique que lui faute d'avoir agi aussi énergiquement qu'il avait parlé? Ou, plus sérieusement, la surenchère des démagogues ne risquait-t-elle pas, en affaiblissant les démocrates, d'aboutir en 1936 à une victoire des républicains? De plus, les ennemis du *new Deal* avaient reçu l'appui d'un allié de poids: **en mai 1935 la Cour suprême**, dont six juges sur neuf avaient été nommés par les présidents républicains des années 1920 (et les trois autres dans les années 1910), **déclara le N.I.R.A. contraire à la Constitution** à l'unanimité de ses neuf membres; l'année suivante, en janvier elle invalida l'A.A.A. par six voix contre trois.

Les juges ne condamnèrent pas la philosophie du *new Deal* (du reste la Cour suprême n'est pas une institution politique, mais une assemblée de juristes qui rendent des avis sur des cas précis); ils en invalidèrent les principales mesures au nom de l'indépendance du législatif vis-à-vis de l'exécutif et de la non-ingérence du pouvoir fédéral dans les affaires des États — ce qui explique l'avis unanime rendu sur le N.I.R.A.: même les deux juges tenus pour "libéraux" le votèrent, à la grande fureur de Roosevelt. **Il ne s'agissait pas** d'une opposition "réactionnaire" au "progressisme social" de Roosevelt, **d'un clivage droite-gauche**, comme certains historiens français ont tendance à l'interpréter. Aux États-Unis la défense des contre-pouvoirs, et notamment des pouvoirs locaux, contre les excès du "Léviathan" fédéral n'est pas forcément liée au conservatisme politique, loin de là! On l'a retrouvée par exemple dans les années 1960 dans la contestation gauchiste de la guerre du Vietnam.

Roosevelt réagit à ces menaces, et à l'essoufflement du premier *new Deal*, par un nouveau train de réformes au printemps et à l'été 1935: ce fut ce qu'on appelle parfois le **second new Deal**, ou les "seconds Cent-Jours", un ensemble de mesures qui, quoique guère plus cohérentes que celles de 1933, allaient nettement plus loin que celles-ci dans le « déplacement du centre de gravité » de la société américaine, selon l'expression de Pierre Mélandri. Un nouveau *brain trust* remplaça le premier. On y trouvait plus de partisans du *deficit spending*, et au moins un keynésien déclaré; par ailleurs, Roosevelt, qui jusque-là avait ménagé les chefs d'entreprises, commença à adopter un discours plus agressif envers le *big business*.

En juillet 1935 la **loi Wagner** (ou *National Labor Relations Act*), à laquelle Roosevelt ne donna son appui que tardivement, réaffirma le volet syndical du N.I.R.A., qui avait été annulé avec le reste, rendit obligatoire une médiation en cas de conflit social, découragea la pratique du *closed shop* (l'embauche réservée aux syndiqués) qui, aux États-Unis depuis les années 1920, fonctionnait essentiellement au profit des *company unions* (les syndicats "maison", les "jaunes" dans le vocabulaire traditionnel de la gauche française). Il s'agissait de susciter un pouvoir syndical fort pour équilibrer la puissance du patronat. En août, le Congrès vota le **Social Security Act**, par lequel la moitié à peu près de la population américaine se trouvait garantie contre les risques de vieillesse (à partir de 65 ans: une manière de couper l'herbe sous le pied de Townsend) et de chômage. Les allocations chômage étaient gérées par les États et le régime de retraites par l'État fédéral; domestiques et ouvriers agricoles en étaient exclus. **C'était la première fois qu'une loi fédérale reconnaissait des droits sociaux aux individus: l'individu n'était plus le seul responsable de son bien-être.** Il s'agissait d'un changement d'approche des problèmes sociaux, mais surtout d'une injection de pouvoir d'achat supplémentaire dans l'économie.

En mai 1935, une nouvelle agence fédérale avait été chargée de donner du travail aux chômeurs, la **Work Progress Administration**, dotée de moyens très supérieurs aux précédentes: elle employa au total huit millions de personnes jusqu'à sa disparition en 1941, soit 20% de la main-d'œuvre américaine (deux millions de personnes en même temps au maximum). Elle s'occupa à peu près des mêmes tâches que les précédentes: cela permit de relancer la politique de

grands travaux. Toutefois elle versait des salaires deux fois plus bas que dans le secteur privé et plus de cinq millions de personnes n'avaient toujours droit à aucun secours. Les impôts des Américains les plus riches furent relevés: une mesure surtout symbolique, dont les conséquences économiques furent limitées, mais qui contribua à faire reculer les démagogues. Il y eut également en août 1935, dans le domaine des services publics, des mesures de contrôle des holdings, ces conglomérats d'entreprises aux structures parfois obscures qui avaient été très actifs dans la spéculation à la fin des années 1920: il s'agissait d'assainir leurs structures. Une autre loi, votée en août 1935 également, obligea les banques à s'affilier au *Federal Reserve Board*, et renforça l'autorité de son *Board of Governors*, nommé par le Président. L'État se donnait ainsi les moyens d'agir sur les marchés financiers en cas de besoin, au lieu de se laisser surprendre comme en 1929. Par ailleurs, début 1936 une nouvelle loi agricole vint remplacer en partie l'A.A.A.

Au moment des **élections de 1936**, la conjoncture était favorable à Roosevelt: il n'y avait plus que sept à huit millions de chômeurs (7.700.000 en 1937, soit 14,3% de la population active); six millions d'emplois avaient été créés depuis 1933, la production industrielle avait été multipliée par deux, l'industrie automobile avait retrouvé le niveau de 1929. Bref, l'Amérique semblait sur la voie de sortir de la crise. Face à l'hostilité de plus en plus nette de ses ennemis qui l'accusaient de prendre ses ordres à Moscou et d'organiser la planification et la socialisation de l'économie, Roosevelt choisit d'accentuer encore sa rhétorique progressiste et anticapitaliste. Il traita ses adversaires de « royalistes de l'économie ». Il assurait combattre « les forces du privilège et de l'avidité », « les forces de l'égoïsme et du pouvoir sans frein »; il ajoutait: « [les forces du] monde financier sont unanimes dans leur haine contre moi, et j'accueille leur haine avec joie (...). J'aimerais qu'on puisse dire de ma deuxième administration que ces forces ont trouvé leur maître ».

Avec ce discours passablement démagogique, **Roosevelt l'emporta haut la main**: il obtint la majorité dans tous les États sauf deux (le Maine et le Vermont) et obtint 60,8% des voix, la marge la plus élevée de toute l'Histoire des États-Unis — démagogues, socialistes et communistes furent marginalisés. Les démocrates progressèrent encore aux deux Chambres. Il s'agissait véritablement d'un plébiscite du *new Deal*. Roosevelt l'emporta dans toutes les villes de 100.000 habitants sauf deux, parmi les syndicalistes, les femmes, les catholiques, les juifs, les Noirs — surtout ceux du Sud, qui avaient bénéficié des mesures sociales du *new Deal*.

C) L'échec du *new Deal*.¹

Pourtant **le second mandat de Roosevelt** fut marqué par des difficultés — gâché, écrit Claude Fohlen. Il commença par un inutile **conflit ouvert avec la Cour suprême**, très hostile au *new Deal* et qui en avait annulé les principales dispositions. Roosevelt, lassé d'une hostilité qu'il percevait comme réactionnaire et persuadé d'avoir reçu un blanc-seing de l'opinion, envisagea d'en modifier le recrutement: officiellement pour diminuer l'engorgement des tribunaux, il présenta un projet de loi permettant de nommer un nouveau juge pour tout juge de plus de 70 ans qui refuserait de se retirer. À la Cour suprême, dont l'effectif (de neuf membres) n'était fixé que par la coutume et non par les institutions, la moyenne d'âge était alors de 71 ans, et aucun poste n'avait été vacant depuis 1932.

Ce n'était pas réellement un coup de force contre la Constitution; mais c'était une énorme maladresse. On ne modifie pas comme cela des institutions sesquicentennaires et "sacrées"; la Cour suprême était une institution très populaire pour l'immense majorité des Américains, même partisans de Roosevelt, la gardienne suprême de la démocratie face aux aléas de l'élection, des

¹ Ce n'est pas moi qui suis si catégorique: c'est Claude Fohlen.

pouvoirs locaux face aux empiètements de Washington¹. Roosevelt inquiéta l'opinion par sa volonté de placer le pouvoir judiciaire sous contrôle indirect de l'exécutif; par la manière dont il procéda aussi, sans jamais désigner explicitement la Cour suprême comme la cible de sa réforme. Très vite, ce fut le blocage: à l'automne 1937, Roosevelt dut se contenter d'une version émasculée de sa proposition. Entre-temps la Cour suprême, en partie par prudence, avait évolué dans un sens plus favorable au *new Deal*, elle valida notamment la loi Wagner et la loi sur la sécurité sociale. De plus, en mai 1937 la démission d'un juge conservateur âgé permit à Roosevelt de sauver la face en nommant un juge plus libéral, sans avoir à toucher aux institutions; puis le hasard voulut que trois postes vauquassent de 1937 à 1939. Mais le mal était fait: pour certains, le démagogue Roosevelt avait décidément des tendances dictatoriales; par ailleurs, pour la première fois, il avait dû reculer... et toute l'année 1937 avait été perdue dans ces luttes vaines.

Par ailleurs le mouvement syndical avait le vent en poupe depuis la loi Wagner (j'y reviendrai), et se sentait soutenu par le gouvernement. Des **grèves** avec occupations d'usines éclatèrent; dans les premiers mois l'administration fédérale fit preuve à l'égard des grévistes d'une neutralité parfois bienveillante. Le climat social s'alourdissait; il y eut dix morts dans une manifestation de syndicalistes réprimée par la police à Chicago en mai 1937. L'opinion publique, très hostile à ces actions qu'elle percevait comme des attaques contre le droit de propriété, s'inquiétait.

Surtout, alors que le P.N.B. venait tout juste de retrouver le niveau de 1929, **dans l'été 1937 la situation économique et sociale se détériora à nouveau**, très brutalement. Le nombre de chômeurs grimpa de trois ou quatre millions en sept mois, revenant à 20% de la population active; la production industrielle baissa de 30% en six mois; le Dow Jones perdit 30% de sa valeur; les capitaux fuyaient le pays, les faillites se multipliaient, on revit des enfants fouillant dans des poubelles, etc. Roosevelt tendit à interpréter ces difficultés comme le résultat d'un complot des milieux d'affaires; l'un de ses proches, sans doute inspiré par Blum, stigmatisa les « soixante familles » qui conduisaient la lutte contre la démocratie. Le gouvernement lança même une enquête sur les monopoles, qui n'aboutit à rien et fut enterrée en 1941. En réalité, la reprise de la crise était due en partie certes à la perte de confiance des milieux d'affaires (mais manque de confiance ne veut pas dire complot!), en partie aussi à des maladresses de Roosevelt, qui pour revenir à l'équilibre budgétaire avait brutalement coupé toute une série de subventions.

Le Président, désespéré, ne fit rien durant six mois: toutes les mesures prises depuis cinq ans semblaient avoir échoué; il n'avait plus à offrir au pays que son optimisme, intact. Ce ne fut qu'en 1938 qu'il se décida à faire passer quelques nouvelles mesures, que l'on désigne parfois du nom de "**troisième new Deal**": certains historiens le considèrent comme le plus keynésien des trois trains de mesures prises dans les années 1930, notamment parce qu'il faisait appel systématiquement, et ouvertement, au déficit budgétaire. En fait, il s'agissait de mesures d'urgence dictées par la panique, sans dessein précis; mais elles se traduisirent inévitablement par une relance des dépenses fédérales, donc un déséquilibre du budget. Il y eut entre autres, en février 1938, une nouvelle loi pour remplacer complètement l'A.A.A., et, en juin de la même année, une autre qui établit des salaires minima et des horaires de travail maxima dans les entreprises dont les activités dépassaient le cadre d'un État, ainsi qu'une nouvelle réglementation du travail des enfants.

Mais Roosevelt avait de plus en plus de difficultés à faire passer ses propositions car le Congrès, lassé de son omnipotence, reprenait de l'indépendance, y compris les démocrates hostiles au Président. Du reste plusieurs propositions de l'exécutif échouèrent, notamment un

¹ Par ailleurs, comme elle n'est pas formée de politiciens, dans les périodes de discrédit de la classe politique, elle est généralement épargnée par ce discrédit, d'autant plus qu'elle prend généralement des mesures qui gênent lesdits politiciens.

projet visant à renforcer numériquement les services de la présidence fédérale. Dans l'été 1938, les conservateurs du Congrès, tous partis confondus, votèrent la création d'une commission pour débusquer les agents communistes infiltrés dans les différentes agences du New Deal (la *House Unamerican Activities Committee*, en abrégé H.U.A.C.); l'année suivante, toute activité politique fut interdite aux fonctionnaires fédéraux. On dénonçait le favoritisme de Roosevelt et la corruption de son entourage. Les *mid-term elections* de 1938 furent un demi-échec pour les démocrates; ils reculèrent sans perdre la majorité, mais les partisans les plus déclarés de Roosevelt mordirent la poussière¹. L'élan de 1933 était brisé, **le new Deal était mort**; du reste, d'autres problèmes commençaient à prendre le dessus sur l'économie. Malgré tout, **aux présidentielles de 1940 Roosevelt l'emporta** avec 54,7% des voix; mais les Américains ne votèrent pas pour ou contre le *new Deal*, ils choisirent un homme d'expérience pour affronter une situation internationale difficile. Du reste nombre, d'entre eux étaient inquiets: prenant prétexte de la guerre qui venait d'éclater en Europe, Roosevelt venait de rompre, pour la première fois dans l'Histoire américaine, avec la tradition qui voulait qu'un Président ne se représentât pas plus d'une fois...

La situation économique se rétablit assez vite après la brutale récession de 1937-1938. Au total, la situation économique des États-Unis en 1939 était meilleure qu'en 1933: comme en 1936, la production avait retrouvé son niveau de 1929. Mais, et c'était un échec majeur, il y avait encore neuf à dix millions de chômeurs (soit 17% de la population active, plus qu'en Grande-Bretagne): surtout, face à la récession de 1937-1938 le gouvernement avait été totalement impuissant. À l'évidence, depuis 1933 la crise n'avait été traitée que superficiellement et menaçait de reprendre dès que les mesures d'urgence s'arrêteraient. Il faut donc bien conclure que **le new Deal n'a pas mis fin à la crise** des années 1930.

Avant d'examiner les **causes de cet échec**, je voudrais souligner les aspects positifs du *new Deal*: l'Amérique a été profondément transformée sur le plan matériel (les édifices publics, les routes, les barrages, etc.), social (la reconnaissance du salaire minimum, du droit syndical, d'un embryon de sécurité sociale; le recul d'un individualisme qui ne profitait qu'aux plus puissants), économique (la réforme du système bancaire) et politique (la coopération entre les démocrates et une partie des républicains, la foi retrouvée de l'Amérique en elle-même; je ne sais si l'on peut ranger ici le renforcement des pouvoirs de la présidence fédérale).

Il y eut d'abord des faiblesses conjoncturelles. Parmi celles-ci, il faut évidemment évoquer **l'improvisation** et, ajoutent certains, l'impossibilité de mener une politique économique à long terme dans un pays où il y a des élections à l'échelon fédéral tous les deux ans. Ceci dit, rares furent à cette époque les pays démocratiques où une même équipe resta au pouvoir durant six ans, même avec trois scrutins majeurs dans ce délai... Roosevelt a eu plutôt plus de chance que Blum ou que Brüning! Par ailleurs, les mesures votées dans le cadre du *new Deal* ont été en grande partie **des mesures d'urgence**, sans grande cohérence, sans vraie vision d'avenir; efficaces à court terme pour certaines, elles ne remédièrent pas aux problèmes structurels de l'économie américaine: l'étroitesse du marché (au moins relativement au dynamisme de la production), l'archaïsme de certains secteurs, l'arrivée à maturité des marchés porteurs de la deuxième révolution industrielle, comme celui de l'automobile. Du reste, Roosevelt ne prétendait nullement toucher aux structures de l'économie américaine: on peut soutenir que ce fut la

¹ On vit réapparaître, pour la énième fois, un Parti progressiste; celui-ci, dirigé par les fils La Follette, était d'allure nettement fasciste, avec emblèmes, garde, défilés.

principale de ses limites¹ — mais l'Amérique n'est pas révolutionnaire: Roosevelt en était le produit.

Un autre reproche concerne **l'égoïsme sacré** dont les États-Unis ont fait preuve dans les années 1930 tout autant que dans les années 1920, et autant sous les mandats de Roosevelt que sous celui de Hoover. Il est frappant de constater qu'il **n'y eut jamais la moindre tentative de gestion internationale de la crise**; les États-Unis allèrent jusqu'à torpiller une conférence sur les problèmes monétaires organisée à Londres en juin 1933². Or il était difficile de mener une politique de relance de la production dans un seul pays, même immense (mais au marché intérieur compartimenté), alors que le protectionnisme triomphait partout et que les échanges internationaux se contractaient, ce qui pénalisait tous les exportateurs. Or les États-Unis avaient largement contribué à cette contraction des échanges, notamment par le protectionnisme, qui ne fut pas remis en cause par Roosevelt à l'exception de quelques accords bilatéraux avec les obligés de l'Amérique, et par la dévaluation de 1934, qui en portant le coup de grâce au système monétaire international contribua à aggraver la crise en Europe et entraîna fatalement d'autres dévaluations en représailles; elle eut un effet positif à très court terme (quelques mois) sur les exportations américaines, mais un effet désastreux à long terme (les exportateurs perdirent leurs marchés).

Depuis le début, la contraction des échanges internationaux hypothéquait gravement le *new Deal*. La politique de relance de la consommation fut lancée à un moment où le pouvoir d'achat des Américains baissait, malgré les mesures sociales (tardives et timides). Il aurait fallu compenser cette baisse, au moins dans un premier temps, en stimulant les échanges extérieurs. Or, en refusant une gestion coordonnée avec les Européens, les États-Unis, en fait, se replièrent sur leur zone d'influence en Amérique latine³; mais c'était un pis-aller car les économies de ces pays étaient peu dynamiques et se trouvaient elles-mêmes très touchées par la crise, d'autant plus que les capitaux américains s'en étaient retirés dès le début de la crise. Si très vite certains pays démocratiques comme la France "ne jouèrent plus le jeu", ce fut en partie parce qu'ils avaient l'impression que les États-Unis, première puissance économique mondiale, et à ce titre censés donner l'exemple, étaient les premiers à tricher avec les règles, à leur profit. Cela, les États-Unis ne surent pas le percevoir: ce manque de "vision mondiale", d'analyse à long terme, de conscience des devoirs liés à la taille de l'économie américaine, fut l'une des erreurs majeures de Roosevelt.

¹ Remarquez quand même que l'économie américaine a fini par se remettre et qu'elle est aujourd'hui en pleine forme, sans avoir davantage changé ses structures après 1939 qu'avant!

² Les pays du bloc-or, menés par la France, réclamaient le retour à un système de taux de change fixes. Les Américains, qui n'avaient pas encore pris de décision quant à leur politique monétaire et tenaient à se réserver une marge d'action, refusèrent et proposèrent un abaissement général des tarifs douaniers; c'était sans doute une position justifiable sur le plan économique, mais elle n'avait aucune chance d'être adoptée telle quelle. Par ailleurs au milieu de la conférence Roosevelt envoya un nouveau représentant, encore plus hostile aux propositions françaises, qui ne s'entendit pas avec les autres; enfin il fit des déclarations publiques fort cassantes qui précipitèrent l'échec des négociations. Dans ces conditions la conférence s'acheva par un échec total, fin juillet. Le résultat, ce fut plus de méfiance en Europe envers les États-Unis, ce qui par ricochet contribua à augmenter encore l'aigreur des médias américains envers le vieux continent.

³ Dans cette région, Washington agit sur des bases strictement bilatérales. Les États-Unis signèrent une vingtaine d'accords de libéralisation des échanges commerciaux; cela contribua à un redressement sensible des échanges internationaux dans le nouveau monde (+ 50% entre 1933 et 1939).

Les **critiques** qui précèdent ne font guère l'objet de polémiques. Certains historiens d'inspiration libérale sont allés plus loin en critiquant l'idée même **d'une relance économique par la demande**¹. Selon eux les mesures de relance, même (trop) modérées, ont pesé lourd sur les entreprises: alors qu'elles étaient déjà en difficulté, on leur demanda un trop gros effort (sous la forme d'une hausse des impôts et des transferts sociaux), qui les fragilisa encore et les dissuada d'embaucher. C'est la **contradiction de toutes les politiques anti-crise qui se focalisent sur les consommateurs**: en voulant distribuer du pouvoir d'achat aux particuliers on rogne sur les bénéfices des entreprises, ce qui provoque des faillites et freine les investissements de celles qui demeurent, donc freine ou empêche la reprise, donc provoque des pertes d'emplois: au total on aboutit à une perte supplémentaire de pouvoir d'achat pour les consommateurs, que l'on ne peut soulager qu'à l'aide de nouvelles ponctions sur les entreprises². C'est ce que l'on pourrait appeler le "cercle vicieux keynésien", par opposition au "cercle vertueux" de la reprise par la demande prévu par la théorie keynésienne, et par référence au "cercle vicieux libéral" décrit plus haut.

Ce phénomène a quand même sans doute moins joué aux États-Unis dans les années 1930, où la politique sociale est restée embryonnaire et où les entreprises ont largement été associées à la politique du gouvernement (au moins jusqu'en 1936), que dans l'Europe des années 1970 où les entreprises, à l'arrivée de la crise économique, étaient déjà soumises à des transferts sociaux très lourds. Les entreprises américaines des années 1930 avaient plus de marges de manœuvre...

Le problème peut se résumer en quelques mots: si l'on ne prête attention qu'aux entreprises, comme les libéraux américains avant 1933, on tombe dans un cercle vicieux amorcé par l'appauvrissement des consommateurs; si l'on ne prête attention qu'aux consommateurs, comme les keynésiens doctrinaux, on tombe dans un autre cercle vicieux amorcé par l'appauvrissement des entreprises... Voilà pourquoi la gestion de l'économie en temps de crise est une tâche si difficile! Gérer l'économie, c'est arbitrer entre des avantages et des maux symétriques... Essayer une politique favorable à la consommation n'était pas forcément une mauvaise idée en 1933, après des décennies de déséquilibre en faveur des entreprises; mais il fallait ne pas aller

¹ Ces critiques rejoignent celles que les néo-libéraux des années 1980 ont adressé au keynésianisme des années 1950 à 1970. Certes, on l'a vu, Roosevelt n'était pas à proprement parler un keynésien; en fait, Keynes eut très peu d'influence directe aux États-Unis dans l'entre-deux-guerres. Il n'en reste pas moins qu'une bonne partie des mesures du *new Deal* étaient d'allure keynésienne; plus exactement, même s'il n'a pas prétendu représenter un modèle, le *new Deal* a annoncé les politiques keynésiennes de régulation de l'économie qui apparurent en Europe après-guerre: elles reposaient sur le soutien de la croissance par l'encouragement à la consommation et sur le financement de cette croissance par l'inflation et le déficit budgétaire. Autrement dit, il s'agissait de faire en permanence, et en le théorisant, ce que Roosevelt avait fait dans l'urgence et à titre provisoire – un provisoire qu'il avait été forcé de prolonger à la fin de la décennie. Les keynésiens d'Europe se référaient explicitement au *new Deal*, qu'ils présentaient comme une réussite indéniable, confondant très largement ses effets avec ceux de la guerre: de ce fait, jusque vers 1980 il a été très difficile de critiquer la politique de Roosevelt.

² Autre formulation du même raisonnement: il y a une *contradiction* à *toutes les politiques sociales en temps de crise*. En voulant secourir les plus pauvres (et notamment les chômeurs) sans se préoccuper de la santé des entreprises, en augmentant les transferts sociaux, on met les entreprises en difficulté et donc on crée plus de chômage, un chômage que l'on ne peut secourir que par de nouveaux transferts sociaux... Cette manière de s'exprimer convient mieux à l'Europe des années 1970 qu'à l'Amérique de Roosevelt, lequel ne formulait pas son action en termes de réduction des inégalités sociales.

trop loin, et surtout l'expérience a montré que si le virage keynésien durait trop longtemps, comme cela a été le cas en Europe après-guerre, une correction en sens inverse finissait par s'imposer en faveur des entreprises. Peut-être une correction du même type s'imposait-elle déjà aux États-Unis en 1937... Cela dit, une succession d'à-coups à court terme, alternativement favorables aux entreprises et aux consommateurs, ce que l'on appelle le *stop and go*, n'est pas une très bonne chose non plus (voyez le chapitre 4).

Toujours dans une veine libérale, il faudrait évoquer **les problèmes que pose toujours l'administration d'une économie**, même à un stade embryonnaire comme dans les États-Unis de Roosevelt. Une administration inexpérimentée et dépourvue d'instruments d'analyse de la réalité économique, de multiples agences dont les compétences se recoupaient et qui se disputaient les subventions, ont fait des dégâts, provoqué des effets pervers. Ainsi dans l'agriculture, les mesures prévues par l'A.A.A. étaient malhabiles, en particulier les critères adoptés étaient trop rigides: les réductions des emblavures ne tenaient compte ni de la rentabilité, ni de la fertilité des sols. Le volet financier de l'A.A.A. profita essentiellement aux propriétaires fonciers et aux fermiers, et fut de peu d'utilité aux métayers et aux journaliers. Les codes prévus par le N.I.R.A. favorisaient en fait les intérêts des milieux d'affaires: les hausses de prix arrêtées (par le moyen des minima) furent très nettement supérieures aux hausses de salaires consenties aux ouvriers! Du coup, avec l'inflation une partie des ouvriers qui avaient gardé un travail virent leur revenu réel diminuer, ce qui contredisait le principe de la relance par la consommation. Cela aurait dû être compensé par une diminution de la masse des chômeurs. Mais elle ne redescendit jamais au-dessous des 7 millions, en partie parce que les entreprises n'étaient pas en situation d'embaucher (pour les raisons exposées aux paragraphes précédents).

Autre argument libéral classique: l'encouragement à la cartellisation de certains secteurs, le frein mis à la baisse des prix, contribuèrent à **sauver les entreprises les moins performantes** (les "canards boîteux", dirait Lady Thatcher); sur le court terme cela permettait de sauver des emplois, mais cela empêcha les autres de se restructurer pour devenir plus concurrentielles, donc pour embaucher: ceci parce qu'une logique non économique (sauver et créer des emplois) l'avait emporté sur la logique économique (rétablir et développer la production). Maintenir des entreprises peu performantes coûte toujours cher à la collectivité, et ce sont des dépenses non productives (puisque l'on ne fait qu'entretenir une situation insatisfaisante), donc de l'argent perdu pour le développement de l'économie, pour parvenir à une situation plus satisfaisante à long terme.

Enfin, dernier argument antikeynésien, **les politiques inflationnistes et le déficit spending ont d'étroites limites**. Des prix maintenus à un niveau artificiellement élevé par le biais de l'inflation exposaient les produits américains à la concurrence étrangère; espérer compenser ce phénomène par la dévaluation était illusoire (et, comme je l'ai montré plus haut, dangereux). Surtout ces prix étaient trop élevés pour les chômeurs, même indemnisés, et pour ceux des ouvriers employés dont le pouvoir d'achat baissait. Comme les économistes libéraux l'ont amplement démontré dans les années 1980, **l'inflation et le déficit budgétaire**, solutions confortables à court terme, solutions de facilité, **ne créent qu'une richesse illusoire et passagère**, une richesse à crédit: un jour ou l'autre il faut bien payer la note (rembourser le déficit budgétaire avec intérêts, rembourser les créanciers de l'État, affronter une crise de confiance si on prétend les rembourser avec une monnaie dévaluée par l'inflation), et on finit par la payer très cher en termes de performances économiques... sauf si la croissance revient très vite et très vigoureuse. Il est vrai que Roosevelt, conscient de ce problème, limita beaucoup le recours au déficit budgétaire...

Les admirateurs du *new Deal*, et depuis 1945 les économistes keynésiens, font une analyse exactement opposée à celle que je viens de présenter. Ils soutiennent que l'expérience du *new Deal* n'a pas été suffisamment keynésienne, que la relance par la consommation n'a pas véritablement eu lieu. Pour eux **l'intervention de l'État a été trop timide**, les mesures prises incohérentes (à l'occasion Roosevelt a réduit les salaires et les retraites) et tardives (les mesures sociales en particulier ont

dû attendre le second *new Deal*); il n'y eut pas de prise en charge directe de l'économie par l'État avant la guerre. Roosevelt n'a pas eu assez d'audace dans le domaine du *deficit spending* et surtout ne le concevait pas comme un mode de gestion permanent de l'économie mais comme un pis-aller provisoire: ainsi en 1937 il réduisit brutalement les crédits des agences chargées de secourir les chômeurs, ce qui contribua à la reprise de la crise. À ces faiblesses s'ajoutèrent **la résistance du patronat**, des trusts notamment (mais Roosevelt n'a-t-il pas contribué à encourager la cartellisation de l'économie avec les "codes", avant de s'en inquiéter en 1938?) **et des mentalités**, l'obstruction de la Cour suprême jusqu'en 1937: ces derniers arguments reprennent le discours de Roosevelt au moment de son second mandat.

Il n'est pas impossible qu'il faille retenir des éléments de ces deux analyses: on en reviendrait alors à la toute première critique, celle qui vise l'incohérence du *new Deal*, pas assez keynésien pour permettre une vraie relance de la consommation, mais trop pour ne pas affaiblir les entreprises...

Le dernier problème à évoquer, et l'on quitte là le domaine des polémiques, est celui **des chômeurs**. Quel que fût le mode de traitement de la crise, aucune économie en temps de paix ne pouvait absorber en sept ans seulement une masse de douze millions de chômeurs, peu qualifiés pour la plupart (beaucoup étaient d'anciens agriculteurs); par ailleurs, aucune réforme sociale ne pouvait leur donner en quelques mois un pouvoir d'achat décent, sauf à organiser transferts sociaux massifs qui risquaient de provoquer des tensions sociales insupportables. De plus, le marché du travail aux États-Unis souffrait de problèmes spécifiques: il était très compartimenté, les distances étaient importantes et la mobilité de la population ne compensait qu'en partie ce désavantage... Durant tout le *new Deal* la masse des chômeurs a donc continué à peser, notamment sur l'évolution des salaires. Ce fut avec la guerre que ce problème disparut comme par enchantement: la plupart des jeunes chômeurs (et des jeunes travailleurs) étaient désormais sous les drapeaux, le gîte et le couvert leur était assuré par l'État sans que personne, pour le coup, ne pestât plus contre ces dépenses: l'opinion accepta dans les années 1940, parce que l'Amérique était menacée, ce qu'elle avait refusé dans les années 1930, lorsqu'aucun danger militaire, politique ni social, ne la guettait.

III-Trois coups de projecteur sur les mutations de l'Amérique des années 1930.

A) Les syndicats.

Les syndicats bénéficièrent de l'ère Roosevelt: ils passèrent de trois millions de membres en 1929 à dix millions en 1939 et à quatorze millions en 1945, essentiellement grâce au soutien accru du gouvernement fédéral.

L'A.F.L., dirigée par Walter Green, **n'avait plus beaucoup de dynamisme**. Elle apparaissait toujours plus comme un syndicat de l'aristocratie ouvrière, et ne se souciait guère d'attirer les manœuvres des industries de masse (l'automobile, la sidérurgie, le caoutchouc). De plus la corruption posait déjà problème: dans certaines grandes villes des syndicats affiliés à l'A.F.L. s'étaient acoquinés avec les *bootleggers*. Dans les années 1920 certains syndicalistes, comme Foster (le futur leader communiste), avaient essayé de dépasser l'égoïsme corporatif des syndicats de métiers et de mobiliser les manœuvres, dans la lignée des I.W.W.: mais ce fut un échec, en partie parce qu'ils refusèrent d'envisager la rupture de l'unité syndicale.

Ce fut l'heure de **John Lewis**, le leader de l'*United Mine Workers*, un syndicat affilié à l'A.F.L. Dans les années 1920 et au début du *new Deal* sa gestion syndicale avait été des plus modérées; il avait notamment appuyé le N.I.R.A. Mais, comme la crise se prolongeait, le nombre de mécontents augmentait: du coup, les effectifs de la fédération de Lewis grossissaient — le personnage était flamboyant et déjà en conflit à peu près permanent avec la direction confédérale. De plus, une organisation par métiers devenait intenable. Ainsi beaucoup de mineurs au chômage étaient allés travailler dans la sidérurgie ou dans l'automobile, tout en

continuant d'adhérer au syndicat des mineurs: Lewis s'appuya sur eux pour lancer une campagne de recrutement de non-syndiqués, en les organisant non plus par métiers mais par entreprises et par fédérations industrielles: c'était retrouver les modes d'action des I.W.W. En conflit avec la direction de l'A.F.L., Lewis fut mis en minorité au congrès d'Atlantic City, en 1935; il en vint même aux mains avec ses contradicteurs.

En octobre 1935, Lewis créa le *Committee for Industrial Organisation* (**C.I.O.**), à l'origine une simple fraction minoritaire au sein de l'A.F.L.; mais la rupture intervint dès 1936, et en 1938 la scission était officielle (à cette occasion, le mot *Committee* céda la place à *Congress*). Le C.I.O. accueillait tous les ouvriers sans distinction de métier, de qualification, d'origine ethnique ni de sexe. Début 1936, il se lança dans une stratégie nouvelle, celle des **grèves avec occupations d'usines** (les *sit-downs*, ou "grèves sur le tas"), souvent violentes: le but de ces occupations était d'empêcher l'embauche de "jaunes", de briseurs de grève. En fait, comme celles de 1947 en France, au départ ces grèves éclatèrent spontanément: les travailleurs étaient exaspérés par la mauvaise volonté dont certains patrons faisaient preuve en sabotant le N.I.R.A.; l'amélioration de la conjoncture les plaçait dans une meilleure position; s'y ajoutaient les effets positifs de la loi Wagner, puis à la fin de l'année ceux de la réélection de Roosevelt. Les grèves débutèrent en janvier 1936 à Akron, Ohio, la capitale du pneumatique (les entreprises Firestone et Goodyear y étaient nées). Puis elles gagnèrent l'industrie automobile et la sidérurgie: General Motors et U.S. Steel durent céder, reconnaître les syndicats et augmenter les salaires¹.

De ce fait, durant quelques mois le C.I.O. eut **un immense prestige** parmi les ouvriers américains. Fin 1937 il regroupait 4 millions de membres, autant que l'A.F.L. (qui avait condamné les *sitdowns*). Mais ses méthodes, nous l'avons vu, inquiétaient l'opinion: en 1939, la Cour suprême les déclara anticonstitutionnelles, pour cause d'atteinte au droit de propriété. Surtout, si le C.I.O. n'était pas un syndicat communiste, les communistes y étaient très présents, notamment dans l'encadrement: 40% environ des fédérations d'industrie étaient sous contrôle communiste. Or les communistes étaient très minoritaires et très impopulaires y compris parmi les ouvriers... Après 1937, le **déclin** du C.I.O. commença, en partie à cause du retour des difficultés économiques, en partie à cause des habitudes autocratiques de Lewis, en partie à cause d'échecs (comme chez Chrysler en mars 1937): la base manquait de discipline, et les grèves sur le tas, très organisées à leur apogée, dégénérent peu à peu en grèves sauvages condamnées même par Lewis.

B) Les Noirs américains dans les années 1930.

L'**exode des Noirs vers le nord** des États-Unis continua dans les années 1930, un peu ralenti à cause de la crise économique: il concerna 400.000 personnes. Les Noirs furent très affectés par la crise: dans le Sud, beaucoup étaient de petits métayers qui souffrirent particulièrement de l'effondrement de l'agriculture; dans le Nord, ils étaient les premiers licenciés, les premiers chassés de leur logement. Avant l'apparition du C.I.O. les syndicats leur étaient très peu favorables: ils étaient exclus de beaucoup de fédérations de métiers de l'A.F.L.

Une partie des défenseurs des Noirs s'inclina pour le socialisme, renonçant à une analyse de la réalité américaine en termes de races pour une analyse en termes de classes. Ce fut le cas en particulier de DuBois, qui en 1934 quitta la N.A.A.C.P., trop modérée à son goût. Surtout, **les communistes firent de gros efforts pour se gagner les Noirs**. Ils encourageaient les contacts interraciaux, sous formes de dîners ou de sorties; eux-mêmes s'installaient volontiers dans des ghettos noirs; ils confiaient des responsabilités à des Noirs (un Noir figura même sur le "ticket" communiste aux élections de 1932, 1936 et 1940, candidat au poste de vice-Président). Ils prirent la défense des Noirs, par exemple lors d'expulsions. En mars 1931, à **Scottsboro**, Alabama, neuf adolescents noirs avaient été arrêtés sous l'accusation d'avoir violé

¹ Il y a des échos de ces événements dans le film de Chaplin, *Les temps modernes*, sorti fin 1936.

deux passagères blanches dans un train: les communistes les défendirent, organisèrent toute une campagne d'opinion, et obtinrent l'annulation d'un premier procès en 1937¹. Ils emmenèrent des écrivains noirs en U.R.S.S., comme Claude McCay, sans parvenir à en faire plus que des "compagnons de route" occasionnels.

Dans l'ensemble, **ce fut un échec**. Les communistes étaient trop liés à Moscou et "collaient" à toutes les contradictions, à toutes les volte-faces du discours bolchevik. De 1928 à 1934, ils militèrent pour la création d'un quarante-neuvième État, une République noire souveraine, dans les régions du Sud où les Noirs étaient majoritaires. Cette revendication calquée sur la politique soviétique des nationalités était totalement inadaptée aux États-Unis: dans aucune région importante d'un seul tenant les Noirs ne sont majoritaires, même dans le Sud; surtout, dans leur immense majorité les Noirs se sentent américains et non pas membres d'une "minorité"! Les communistes refusaient également d'aborder le problème de l'inégalité raciale sur le lieu de travail: leur lutte était purement sociale, ils n'aidaient les Noirs qu'en tant que travailleurs opprimés. Ce sectarisme diminua un peu après 1934; mais il était trop tard pour regagner de la popularité parmi les Noirs. Enfin, on peut penser que dans les États-Unis des années 1930 il était difficile de se faire stigmatiser à la fois comme Noir et comme "rouge"!

Il est pourtant demeuré des traces durables de cette brève période où le problème noir a été pris en charge par le mouvement ouvrier, et traité par un biais plus social qu'ethnique. Certaines des tactiques utilisées par le mouvement des droits civiques des années 1960, comme les *sit-in*, descendaient directement des pratiques du C.I.O. (les *sitdowns*, la violence en moins). Quant à l'hymne de ce même mouvement, *We shall overcome*, c'est à l'origine un chant syndicaliste².

Il y avait d'autres organisations qui faisaient appel à de tout autres types d'analyses, notamment la **Nation de l'Islam**, un groupe religieux vaguement musulman fondé à Chicago en 1930 et dont Elijah Poole, dit Elijah Muhammed, prit la tête en 1934; on les désigne également sous le nom de *Black Muslims*. Muhammed affirmait la supériorité de la race noire, assimilait l'homme blanc à un « démon aux yeux bleus », maléfique par nature et voué à l'extermination lors du combat final entre Dieu et Satan. Dieu était noir, Jésus-Christ était noir, les "Rouges, jaunes et bruns" étaient noirs aussi; les Noirs devaient faire sécession de la société occidentale, se faire attribuer un ou plusieurs États de l'Union... Pour le moment, tout cela, qui rappelait fortement les idées de Garvey, était encore marginal; mais on allait en reparler dans les années 1960, lorsqu'à nouveau les problématiques sociales eurent cédé la place aux problématiques communautaires.

Au total, **le militantisme noir était en plein essor**. Il y eut de nombreux **boycotts de commerçants** racistes qui refusaient d'employer des Noirs alors qu'ils vendaient essentiellement à des Noirs, par exemple à Harlem. Un syndicat noir, celui des employés des wagons-lits (une profession assimilée à la domesticité, donc essentiellement noire), se fit connaître pour son activisme: en 1941, il parvint à obliger Roosevelt à renoncer au principe³ de la ségrégation par unités dans l'armée de terre, en faisant mine d'organiser une grande marche noire sur Washington. En février 1936, cinq cent organisations noires s'unirent en un *National Negro Congress*; le Parti communiste y jouait un rôle notable, mais plus discret que les années précédentes — c'était le temps des fronts populaires. Cela n'empêcha pas le N.N.C. de s'effondrer après le pacte germano-soviétique.

¹ Les "neuf de Scottsboro" furent tout de même condamnés à des peines très lourdes en appel; par le biais des remises de peine le dernier sortit de prison en 1950.

² Merci à Astrid Quillien (Khâgne, 1999-2000) pour cette remarque.

³ J'écris bien "au principe"; la réalité fut que l'armée resta à peu près entièrement ségrégée jusqu'en janvier 1945, et ne fut réellement déségrégée qu'en 1949.

Autre évolution essentielle: les **Noirs votaient de moins en moins pour les républicains** (le parti de Lincoln), de plus en plus pour les démocrates. Un symbole de cette évolution: de 1928 à 1934 le seul Noir au Congrès fédéral (et le premier depuis 1900) fut Oscar De Priest, élu républicain de Chicago; en 1934, il fut remplacé par un démocrate, transfuge du *great old party*¹. Ce glissement déjà amorcé dans les années 1920 s'accrut avec le *new Deal*: en 1936, 76% des Noirs du Sud votèrent pour Roosevelt. Les agences du *new Deal* ne pratiquaient pas la ségrégation; **le *new Deal* profita beaucoup aux Noirs**, notamment les logements nouveaux et les mesures agricoles (même si dans le Sud elles furent parfois sabotées par l'administration locale): pour la première fois les Noirs purent acheter des terres grâce à des prêts et à des aides. Éléonor Roosevelt affichait des amies noires, les recevait à la Maison Blanche; elle multipliait les visites d'institutions de la communauté noire. L'une de ces amies, Mary McLeod Bethune, occupa un poste important à l'Administration nationale de la Jeunesse; d'autres Noirs reçurent des postes de conseillers.

Mais c'étaient des postes de second ordre; les Noirs étaient le plus souvent cantonnés aux affaires noires, ce qui les agaçaient. Il n'y eut aucune mesure spécifique en faveur des Noirs; dans certaines industries les salaires minima légaux fixés par le N.I.R.A. étaient inférieurs à ceux des Blancs. Roosevelt refusa de condamner la ségrégation dans le Sud pour ne pas heurter les Blancs racistes du Sud qui votaient démocrate eux aussi; en 1940, lorsque l'armée recruta 800.000 soldats, des unités "de couleur" étaient prévues (comme je l'ai noté plus haut, il fallut les menaces du syndicat des employés des wagons-lits pour faire reculer Roosevelt). Les ghettos ne reculaient pas: dans le *South Side* de Chicago, 250.000 personnes s'entassaient sur 2 km².

Dans le domaine de la culture, la "renaissance de Harlem" souffrit de la crise. Bessie Smith mourut en 1936, mais le jazz continuait à faire preuve d'une grande vitalité, avec des artistes comme Billie Holliday, Count Basie, Cab Calloway. Ce fut aussi l'essor d'un genre nouveau, le *gospel*, dont l'interprète la plus connue était la cantatrice Mariam Anderson, une autre protégée d'Éléonor Roosevelt. En littérature, la principale figure de la décennie fut Richard Wright (qui donna notamment *Uncle Tom's Children*, en 1938, et *Native Son*, en 1940). Dans celui du sport, il faut évoquer Joe Louis, champion de boxe des États-Unis en 1937, et bien sûr le coureur Jesse Owens².

C) Modes de vie et culture.

Dès leur arrivée au pouvoir les démocrates mirent fin à la **prohibition**. En mars 1933, la bière (à moins de trois degrés) fut autorisée; en décembre 1933, le XXe amendement à la Constitution annula le XVIIIe — mais les États et les comtés pouvaient demeurer "secs"; certains le sont encore.

Concernant les modes de vie, deux dates essentielles: le **nylon** fut inventé en 1937; la **télévision** fut inaugurée par Roosevelt en 1939, lors d'une exposition à New York. Il s'agissait d'innovations essentielles à long terme, mais bien sûr elles n'eurent pas le temps de se populariser avant la guerre: ainsi la radio dominait toujours le secteur des médias (en 1939 il y avait dix-huit millions de récepteurs, ce chiffre passa à trente-trois millions en 1945). L'aviation fit aussi des progrès considérables: l'avion bimoteur DC3 date de 1937.

¹ Au total, en 1936 une trentaine de Noirs siégeaient dans les assemblées des États. Deux juges noirs avaient été élus pour la première fois en 1930, à New York.

² Comme Jesse Owens, Joe Louis eut des démêlés avec l'Allemagne. En 1937 il fut battu par le boxeur allemand Max Schmeling; il prit sa revanche en 1938. C'était juste après l'épisode des J.O. de Berlin: aussi les médias firent de ces combats une affaire politique.

Frances Perkins, secrétaire au travail en 1933, fut la première femme ministre de l'Histoire des États-Unis.

La **culture** américaine bénéficia énormément de l'arrivée massive d'intellectuels qui fuyaient l'Europe, souvent mais pas toujours pour des raisons politiques. Ils vinrent d'Allemagne à partir de 1933 (comme Albert Einstein, qui rejoignit l'université de Princeton dès 1933; l'architecte Walter Gropius, Thomas Mann, Berthold Brecht, Bruno Walter, Rudolf Serkin), d'Autriche et de Tchécoslovaquie à la fin des années 1930, de France en 1940 (comme Annah Arendt, qui avait quitté l'Allemagne en 1933; mais aussi un certain nombre de figures de la vie culturelle qui ne passèrent aux États-Unis que les années de guerre, parmi lesquelles André Maurois, Jules Romain et le compositeur Darius Milhaud); il faut y ajouter le Hongrois Béla Bartók et le Russe Igor Stravinski, qui émigra en 1939. Grâce à eux et à bien d'autres, l'Amérique assimila l'expérience culturelle européenne des trois premières décennies du siècle et reçut un sang nouveau qui se révéla précieux dans de nombreux domaines: ainsi le projet Manhattan n'aurait pu être mené à bien sans quatre immigrants politiques, les Allemands Oppenheimer et Einstein, l'Italien Enrico Fermi (qui rejoignit l'Amérique en 1939) et le Danois Niels Bohr, qui arriva en 1943. Dans le domaine de la peinture, il suffit d'énumérer les noms de Chagall, Miró, Ernst, Léger, Dalí... Ils influencèrent énormément le jeune Jackson Pollock, qui commençait à peindre. L'ère de la peinture régionaliste était finie.

Dans le domaine de la **littérature**, Hemingway publia entre autres *Pour qui sonne le glas*; Faulkner ses premières grandes œuvres, dont *Lumière d'août* en 1932. Dos Passos continuait à produire. Steinbeck publia ses principaux romans à la fin de la décennie: *En un combat douteux* en 1937, *Les raisins de la colère*, *Des souris et des hommes*, *À l'est d'Éden*. Dans un autre registre, les très lacrymaux romans chinois de Pearl Buck étaient très lus (ils lui valurent le prix Nobel de littérature en 1938); *Autant en emporte le vent*, publié en 1936, se vendit à 3.500.000 exemplaires rien qu'en anglais. Le théâtre était toujours dominé par Eugène O'Neill, prix Nobel 1936¹.

Le nombre de **films** produits aux États-Unis diminua (500 en 1935), pas leur qualité. Et ce malgré l'autocensure: Hollywood poursuivit sa recherche de respectabilité en adoptant en 1934 un "code de décence" qui prohibait d'évoquer à l'écran l'homosexualité, des relations sexuelles interraciales, l'inceste, l'avortement, et même d'employer des gros mots. Ce fut l'époque de Clark Gable, de Gary Cooper, de Greta Garbo, de Katharine Hepburn. Dans la veine comique ou légère, les Marx Brothers donnèrent *La soupe aux canards* et *Une nuit à l'opéra* et Chaplin *Les temps modernes*, tandis que Mae West sévissait; *Ninotchka* date de 1939. Dans celle des grandes épopées romanesques ou historiques, l'adaptation cinématographique d'*Autant en emporte le vent* date de 1939; de cette années datent également *Qu'elle était verte ma vallée* et *La chevauchée fantastique*, de John Ford; ce dernier film marqua le grand retour du western, quelque peu délaissé depuis les temps héroïques. L'année suivante, le même auteur adapta *Les raisins de la colère*. Capra donna *Mr Smith au Sénat* et Orson Welles, *Citizen Kane* en 1941. Lubitsch donna *La veuve joyeuse* et *To be or not to be*, ce dernier film en 1941. Parmi les immigrants des années 1930, Fritz Lang réalisa son premier film américain en 1936; le Français René Clair travailla pour Hollywood durant la guerre (*Ma femme est une sorcière*). Quant à Hitchcock, il arriva à Hollywood en 1940.

Dans le domaine du dessin animé, **Walt Disney** (1901-1966) produisait des courts métrages depuis le début des années 1920. Ce fut en 1929 qu'apparut le personnage de Mickey Mouse, qui marquait une inflexion vers la fantaisie et le *nonsense*; le premier dessin animé de

¹ C'était en 1930 qu'un écrivain américain avait reçu pour la première fois le prix Nobel: il s'agissait d'Upton Sinclair Lewis (1878-1968), l'auteur de *La Jungle* en 1906 et le populiste californien de 1934. Trois Nobel américains en huit ans, tous oubliés aujourd'hui: la vénérable Académie littéraire suédoise a de ces sautes d'humeur...

Mickey en couleurs date de 1935. Ce fut en 1937 que Disney réalisa son premier quasi-long métrage, *Blanche-Neige et les sept nains* (il dure environ une heure). L'année suivante il s'installa dans ses propres studios à Burbanks; la production de dessins animés se faisait désormais en série (*Fantasia* en 1940, *Dumbo* en 1941, *Bambi* en 1942); les studios Disney produisirent aussi une foule de courts métrages, les *Silly Symphonies*. Le *merchandising* n'existait pas encore, mais les personnages de Disney étaient déjà déclinés sous forme de bandes dessinées, y compris en Europe.

Dans le domaine de l'**architecture**, le gratte-ciel connut une évolution décisive: les architectes abandonnèrent le style "néo-gothique" des années 1920, dont l'Empire State Building est un bon exemple, pour un style fonctionnaliste inspiré par le *Bauhaus*: des lignes extérieures très simples qui laissaient apparaître la structure interne, une absence totale de décoration à l'extérieur — refus de la décoration, la forme devait refléter la fonction. Un exemple typique de ces immeubles des années 1930 est le *Rockefeller Center* de New York. L'influence du *Bauhaus* se faisait sentir aussi dans les architectures industrielles, notamment les verrières d'usines. Frank Lloyd Wright réalisa la célèbre "maison sur la cascade" en 1939.

IV-La politique étrangère de Roosevelt jusqu'à Pearl Harbour.

A) Face aux problèmes d'Europe et d'Asie dans les années 1930.

Roosevelt hérita d'une situation internationale déjà fort dégradée. Il **était personnellement moins porté à l'isolationnisme que ses prédécesseurs**, et pensait que seule une coopération internationale pouvait préserver la paix. Il avait une petite expérience des relations internationales: il avait assisté aux négociations de paix en Europe en 1919. Quoiqu'hostile à l'idéalisme wilsonien, il s'était montré favorable à la création de la S.D.N.: il est vrai qu'en 1933 elle offrait un tableau si lamentable qu'il n'était pas question d'y adhérer; de toute façon, il avait fallu promettre le contraire pour s'attirer les bonnes grâces de Hearst. Mais les États-Unis participèrent aux travaux de certaines commissions et à certaines conférences, lorsque cela les intéressait. Roosevelt essaya de conserver de bonnes relations avec la Grande-Bretagne et la France¹. Fin 1932 **le gouvernement Hoover avait reconnu l'U.R.S.S.** et le gouvernement bolchevik (il s'agissait essentiellement d'encourager un adversaire du Japon en Asie orientale); en novembre 1933 les deux pays échangèrent des ambassadeurs, mais Staline ne reçut jamais l'aide américaine qu'il espérait. Autre héritage, les démocrates reprirent à leur compte la "doctrine Stimson", du nom du secrétaire d'État de Hoover, selon laquelle les États-Unis refuseraient de reconnaître tout traité ou accord mettant en cause la souveraineté ou l'intégrité de la Chine; cela contribua à calmer le Japon pour quelques années.

Mais **l'opinion publique demeurait extrêmement isolationniste**, de même que le Congrès, notamment le Sénat dominé par les représentants de l'Ouest peu concernés par les problèmes européens, la presse Hearst et un certain nombre d'autres grands journaux et de *lobbies*: les mauvais souvenirs de l'époque Wilson pesaient toujours fort lourd. Beaucoup d'Américains étaient convaincus que la crise, née en Amérique, ne pouvait être traitée que par l'Amérique seule. Le refus des Européens de payer leurs dettes, puis les différentes calamités politiques qui affectèrent le vieux continent, ne firent que renforcer ces tendances; de plus, dans une atmosphère d'hostilité répandue aux milieux d'affaires égoïstes et incapables, l'idée était fort répandue que les États-Unis avaient été jetés dans la première guerre mondiale par un syndicat de banquiers et de marchands de canons (une enquête sénatoriale menée en 1934 sur les bénéfices des industries de guerre conforta les Américains dans cette conviction). Enfin Roosevelt dut tenir compte de la "sensibilité" de certains Américains "à trait d'union", même si la majorité d'entre eux, même en pleine crise économique, fit preuve d'une loyauté à toute épreuve. Du reste les États-Unis n'allaient pas intervenir seuls pour défendre la prospérité et la

¹ De 1933 à 1939 l'ambassadeur de France à Washington fut Paul Claudel.

démocratie sur un autre continent alors que les Britanniques et les Français ne faisaient rien contre les agressions hitlériennes!

Tout ceci explique pourquoi, dans les années 1930, les États-Unis continuèrent à jouer un rôle très inférieur à celui qu'aurait pu leur donner leur écrasante supériorité économique. Le Congrès réagit à l'agression italienne en Éthiopie et à la guerre d'Espagne par deux lois de neutralité, en août 1935 et janvier 1936. En mai 1937, une troisième loi de neutralité, de portée plus générale et à laquelle Roosevelt ne fit rien pour s'opposer, établit un embargo total sur les armes à destination de tout pays en guerre, et établissait pour les autres denrées le principe du ***cash and carry***: les belligérants devaient payer comptant et transporter leurs achats sur des bateaux non américains. Il était interdit de leur prêter, et les citoyens américains n'avaient pas le droit de voyager sur les navires d'un pays en guerre. Tout ceci était censé éviter à l'Amérique l'obligation de voler au secours de ses partenaires et de ses débiteurs à la suite d'incidents comparables à ceux de 1915... Aucune distinction n'était faite entre agresseur et agressé, ni entre conflit extérieur et guerre civile.

La position des États-Unis commença à évoluer sensiblement au moment de l'agression du Japon contre la Chine en juillet 1937, qui remettait en cause le principe de la "porte ouverte": plus généralement, le Président et le Congrès étaient de plus en plus inquiets des dangers que faisait courir à l'Amérique le règne de plus en plus général de la force et de l'illégalité. Dans le **discours "de la quarantaine"**, prononcé à Chicago en octobre 1937, Roosevelt demanda la mise en lisière des États qui bafouaient les règles de la démocratie et mettaient « la civilisation en danger »: « l'Amérique déteste la guerre. L'Amérique espère en la paix. Donc l'Amérique s'engage dans la recherche de la paix ». En 1937, il refusa de reconnaître l'état de guerre entre la Chine et le Japon¹, ce qui permit de ne pas appliquer les lois de neutralité et de laisser les entreprises américaines continuer à fournir en armes la Chine nationaliste. Comme les Japonais et les Allemands ne respectaient plus du tout les dispositions du traité de 1922 sur les armements navals, en 1938 Roosevelt réclama et obtint un milliard de dollars de crédits pour renforcer la flotte américaine; à la suite de la nuit de cristal, en janvier 1939 il obtint d'autres crédits pour l'armée de terre et pour l'aviation. Mais lorsque le conflit éclata en Europe le retard accumulé en matière d'armements depuis vingt ans n'avait pas été comblé, et il restait à convaincre l'opinion publique: la presse neutraliste se déchaînait contre le Président, le traitait d'hypocrite et de parjure.

Dans le Pacifique, en 1934 les États-Unis accordèrent l'indépendance aux Philippines au terme d'un délai de dix ans; à cause de la guerre la proclamation effective n'eut lieu qu'en 1946.

B) Envers l'Amérique latine.

Hoover avait officiellement renoncé au "corollaire Roosevelt" en 1930, et les États-Unis étaient en train d'évacuer Haïti (ce fut chose faite en 1932) et le Nicaragua (le retrait commença en 1929 et s'acheva en 1934²). Mais **les opinions publiques rendaient les États-Unis responsables de tous les maux**, et en particulier des maux économiques. Il faut dire qu'avec la crise aux États-Unis les marchés des matières premières s'étaient effondrés et que les exportations agricoles ne trouvaient plus preneurs; les échanges interaméricains avaient diminué

¹ La Japon n'avait pas formellement déclaré la guerre.

² Mais Anastasio Somoza, le commandant de la Garde nationale organisée et armée par les États-Unis, qui venait de liquider la guérilla de Sandino (assassiné en 1933), organisa une dictature cruelle en 1934-1936. Assassiné en 1956, il transmit le pouvoir à ses deux fils, Luis (1957-1963) et Anastasio junior (*Tachito*, 1967-1979), avant qu'une guérilla qui se réclamait du "sandinisme" ne renversât le régime somoziste. À la chute de la dictature la famille Somoza possédait le tiers des terres cultivables du pays...

des trois quarts entre 1929 et 1932, alors qu'à l'échelle mondiale les échanges ne s'étaient contactées "que" des deux tiers... Ce fut à cette époque par exemple que l'Argentine, dont le blé ni la viande ne se vendaient plus, entama un demi-siècle de profond déclin économique.

Ce ne fut que rétrospectivement qu'on se rendit compte que si certains secteurs avaient beaucoup souffert de la dépression d'autres en avaient profité. Ainsi en Colombie, où certes les producteurs de café connurent des difficultés, la crise mondiale eut des effets plutôt positifs dans le domaine industriel: dans les branches productrices de biens de consommation, jusque-là très concurrencées par l'étranger, l'effacement temporaire des pays riches encouragea un début de processus de substitution aux importations. Le rythme annuel de la croissance industrielle fut de 9,3% entre 1932 et 1939; la part de l'industrie dans la formation du P.I.B. passa de 9% en 1929 à 15% en 1939.

Sur le plan diplomatique, désormais les États-Unis s'étaient convertis à une politique de "**bon voisinage**", sous l'impulsion de Roosevelt et de son secrétaire d'État Cordell Hull. Ainsi en 1933 les États-Unis refusèrent d'intervenir à Cuba pour arbitrer des luttes de factions; l'année suivante, avec la bénédiction de Washington, le gouvernement de La Havane abolit l'amendement Platt (les États-Unis conservèrent cependant leur base navale de Guantánamo). En revanche un peu plus tard les États-Unis proposèrent leur arbitrage dans la guerre du Chaco, qui opposait la Bolivie au Paraguay pour des territoires désertiques mais tenus, à tort, pour riches en pétrole¹ (la médiation échoua et le Paraguay, nation guerrière, l'emporta par les armes). En 1937, les États-Unis ne réagirent pas à la nationalisation de l'industrie pétrolière au Mexique par le président Lázaro Cárdenas; il est vrai que les compagnies américaines furent correctement indemnisées.

Les Américains participaient désormais sans traîner les pieds aux conférences panaméricaines. Celle de Montevideo en décembre 1933 fut encore marquée par la méfiance mutuelle, et le volet économique fut un échec; en revanche les États-Unis acceptèrent de signer un document qui condamnait les interventions dans les affaires des pays voisins. Celle de Buenos Aires en 1936, à laquelle Roosevelt se rendit en personne en qualité de "commis voyageur de la paix", et celle de Lima en 1938, furent en revanche marquées par une exceptionnelle cordialité. Les États d'Amérique affirmèrent solennellement leur solidarité et leur volonté d'organiser en commun la défense du continent; c'était **une immense victoire pour la doctrine Monroe**, acceptée désormais du nord au sud du continent. De ce fait, durant le conflit les républiques latino-américaines déclarèrent la guerre à l'Axe, même si ce fut symbolique (elles n'envoyèrent pas de troupes en Europe ni dans le Pacifique); seule l'Argentine, aux mains de juntes militaires nationalistes et surtout pleines de sympathie pour l'Axe, s'y refusa jusqu'en janvier 1944. Les opinions publiques en revanche persistaient dans leur scepticisme: pourquoi le "bon voisin", si prompt à donner des leçons de solidarité, rechignait-il toujours à ouvrir ses frontières aux produits locaux et payait-il si mal? En témoigne ce *son* cubain de l'époque:

Que le pasa al buen vecino
Que me compra poca caña
Pobre el guajiro Quirino
Si ese amigo nos engaña

Qu'est-ce qui lui arrive au bon voisin
Il m'achète bien peu de canne
Quirino le paysan est mal parti
Si cet "ami" nous trompe

Que le pasa al buen vecino
Te está tratando con saña

Qu'est-ce qui lui arrive au bon voisin
Il s'acharne contre toi

¹ Voyez bien sûr *L'oreille cassée*. Il n'est pas évident que le conflit ait éclaté réellement pour le pétrole et sous la pression des compagnies pétrolières et des marchands d'armes, comme Hergé le présente très caricaturalement; des nationalismes affrontés ont joué un rôle important (la Bolivie et le Paraguay s'étaient déjà affrontés en un long et sanglant conflit au XIXe siècle). Il est certain en revanche qu'un certain nombre de firmes américaines et britanniques en profitèrent pour faire des affaires.

Por un precio muy mezquino Pour un prix ridicule
Quiere comer mucha caña Il veut se goinfrer de canne...

C) L'abandon progressif de la neutralité.

Dans un premier temps **les États-Unis** contemplèrent les événements d'Europe sans réagir; du reste ils **n'avaient pas les moyens d'intervenir**: en septembre 1939 ils ne pouvaient aligner que 200.000 hommes, 1.500 avions et 329 chars de combat. En novembre, Roosevelt obtint difficilement que le Congrès mît fin à l'embargo sur les armes à destination des belligérants (mais pas à la loi *cash and carry*)¹: comme en 1914, la neutralité américaine inclinait désormais nettement en faveur de la Grande-Bretagne, démocratie liée à l'Amérique et maîtresse des océans, et de ses alliés. Mais les avions américains n'eurent pas le temps d'arriver en France avant la débâcle... Roosevelt envoya aussi une mission diplomatique en Europe pour dissuader Mussolini, pour qui il éprouvait (comme Churchill) une certaine sympathie, d'entrer en guerre: ce fut un échec, il était désormais évident que les puissances de l'Axe voulaient la guerre à outrance et qu'on ne pouvait plus leur faire entendre raison — ni faire pression sur elles, à cause de l'autarcie.

À mesure que la guerre commençait à s'étendre à la Scandinavie, et surtout lorsqu'en juin 1940 le Royaume-Uni se retrouva seul contre l'Allemagne, **l'opinion publique américaine évolua rapidement**. En 1939 il était apparu un *lobby* pro-allié, le comité White, dirigé par un républicain du Kansas qui avait milité contre le Ku Klux Klan; en 1940 il devint le *Committee to Defend America by Aiding the Allies*. Il préconisait l'entrée en guerre. Les liens avec la Grande-Bretagne étaient anciens et très forts; même si leurs navires n'en souffraient pas, la bataille de l'Atlantique (1940-1941) rappela aux Américains la lâcheté de la guerre sous-marine en 1915-1917, et souleva une vague d'indignation. La menace d'une Europe allemande, dominée par une idéologie qui révoltait à peu près tout le monde², inquiétait de plus en plus: à l'occasion de la guerre les Américains prenaient conscience de la complémentarité entre "les deux hémisphères" du monde occidental. Cela dit, il existait aussi un lobby opposé, le comité *America First*, qui bénéficiait de l'appui des fils La Follette, de Ford et de Lindbergh; c'était en largement une émanation des milieux républicains conservateurs et des milieux d'affaires du Middle West. Le R. P. Coughlin aussi était très pro-allemand. Par ailleurs les Germano-Américains (et leur *German-American Bund*) manifestaient leur hostilité à une entrée en guerre contre leur pays d'origine, même tombé aux mains d'Hitler (ils avaient aussi en mémoire les manifestations d'antigermanisme des années 1917-1918).

Durant dix-huit mois, **Roosevelt louvoya** entre ces tendances opposées de l'opinion, appuyant de plus en plus nettement les Alliés, mais faisant tout pour éviter d'entrer en guerre, tout en s'y préparant à tout hasard. Le général George Marshall, chef d'état-major de l'armée depuis septembre 1939, obtint d'énormes crédits de réarmement en mai 1940 (il s'agissait de construire pas moins de 50.000 avions par an!), et en septembre de la même année, l'armée reçut le droit d'engager 800.000 hommes de plus³; tous les Américains en âge de porter les armes durent se faire recenser, ce qui revenait à l'instauration du service militaire obligatoire, qui devint effectif dès l'entrée en guerre. Le même mois, les États-Unis firent cadeau de cinquante torpilleurs au Royaume-Uni, en échange de huit bases navales dans l'Atlantique nord, cédées

¹ Ce fut à cette occasion que Lindbergh, fraîchement revenu de Grande-Bretagne, commença à se distinguer par son hostilité à l'entrée en guerre des États-unis (voyez le chapitre 2).

² Même si l'on ignorait encore la réalité du système concentrationnaire, comme le montre bien la fin du *Dictateur* de Chaplin, sorti en 1941.

³ Les "deuxième classe" de l'infanterie américaine reçurent à cette époque le nom de *G.I.* (pour "*General Issue*": soldat non spécialisé).

pour 99 ans¹. **La neutralité américaine était de plus en plus engagée...** et il était de plus en plus évident qu'elle n'allait guère durer. Aux élections présidentielles de novembre 1940, le candidat républicain, Willkie, n'osa pas s'en prendre à la politique extérieure de Roosevelt; celui-ci multiplia les propos ambigus.

Juste après l'élection, une première agence pour la coordination de l'aide de guerre apparut, et Roosevelt annonça qu'il avait l'intention de faire des États-Unis « l'arsenal des démocraties ». En mars 1941, les États-Unis renoncèrent au principe *cash and carry*: les Britanniques ne pouvaient plus payer et, comme l'expliqua Roosevelt, « quand l'un d'entre vous voit la maison de son voisin ravagée par un incendie, il ne lui vend pas son tuyau d'arrosage, il le lui prête ». Dans une atmosphère de très forte mobilisation des partisans et des adversaires de l'engagement, le Congrès vota la **loi du prêt-bail**, qui autorisait le Président (et non le Congrès, pour éviter que la démagogie de certains représentants ne vînt gripper la machine) à fournir des armes et des munitions à tous les adversaires des dictatures, à crédit si nécessaire, voire à perte (à aucun prix Roosevelt ne voulait voir réapparaître le problème des dettes). Durant la guerre, au titre de la loi du prêt-bail la Grande-Bretagne reçut au total pour 31,2 milliards de dollars d'armes et de munitions; l'U.R.S.S. en bénéficia aussi², mais nettement moins (10,9 milliards); la France ne reçut que 3 milliards à l'extrême fin de la guerre. En juillet 1941 les États-Unis occupèrent l'Islande et le Groenland (colonies d'un pays, le Danemark, occupé par l'Allemagne); la marine américaine se mit à escorter les navires britanniques jusqu'en Islande³.

En août, Roosevelt et Churchill se rencontrèrent au large de Terre-Neuve et signèrent la **charte de l'Atlantique**, un texte destiné avant tout aux opinions publiques européennes, où les deux puissances anglo-saxonnes définissaient leurs buts de guerre. La charte proclamait le refus des agrandissements territoriaux, l'attachement des Anglo-Saxons au respect de la liberté des mers, etc. Ce document assez vague confirmait que l'Amérique, même officiellement toujours neutre, avait choisi son camp.

L'Amérique essayait toujours d'éviter d'intervenir, et c'étaient les affaires d'Europe et de l'Atlantique nord qui l'occupaient. Pourtant ce fut **l'agression japonaise** qui la força à entrer en guerre.

Les Américains n'avaient pas pris au sérieux les projets japonais d'occupation de l'ensemble de l'Asie orientale; pourtant, l'occupation de l'Indochine française (en deux temps, en septembre 1940 et juillet 1941) s'était traduite par des représailles économiques: un gel des avoirs japonais aux États-Unis; un embargo sur l'essence, les ferrailles et l'acier; etc. Cette politique était incohérente: telle quelle, elle risquait d'amener essentiellement un redoublement d'agressivité des Japonais en Asie, car ce dont le Japon manquait le plus, c'était précisément de matières premières... Malgré la dégradation des relations entre les deux pays les ponts n'étaient pas rompus: le 7 novembre 1941 des négociations avaient commencé, mais ce fut un dialogue de sourds. Ce fut alors, le 7 décembre au matin (heure locale), que le Japon lança la fameuse attaque aérienne sur **Pearl Harbour** aux îles Hawaï, la principale base de la marine américaine dans le Pacifique. Ce fut une attaque surprise sans déclaration de guerre préalable⁴. On savait à

¹ Dont Terre-Neuve et les Bermudes; les six autres se trouvaient dans les Caraïbes et en Guyane.

² Malgré l'opposition du sénateur Taft, qui déclara que « la victoire du communisme dans le monde serait beaucoup plus dangereuse pour les États-Unis que la victoire du fascisme ».

³ En 1943, les États-Unis complétèrent leur contrôle de l'Atlantique nord en s'installant aux Açores, territoire portugais (la dictature réactionnaire du docteur Salazar resta neutre, autant par prudence que par mépris pour le populisme et le modernisme de Hitler et de Mussolini). Les bases américaines du Groenland, d'Islande et des Açores existent toujours.

⁴: En jouant sur les fuseaux horaires, le Japon rompit les pourparlers quelques heures après le décollage de ses avions, le 6 au soir, heure

Washington que des avions japonais avaient décollé des Kouriles, mais on n'avait pensé qu'à la possibilité d'une attaque sur les Philippines; Pearl Harbour n'était pas en état d'alerte (c'était un dimanche): une part notable de la flotte américaine fut détruite, il y eut 2.400 morts. Le lendemain, les États-Unis déclarèrent la guerre au Japon. Le 11 décembre, Hitler et Mussolini déclaraient à leur tour la guerre aux États-Unis, en application du "pacte tripartite".

Les négligences furent telles qu'on a prétendu qu'en fait Pearl Harbour fut un piège tendu aux Japonais, et destiné à provoquer la fureur de l'opinion publique américaine: Roosevelt aurait choisi de faire entrer son pays en guerre comme victime d'une agression indiscutable, empêchant ainsi le lobby neutraliste de se manifester. D'où, en particulier, le fait qu'au moment de l'attaque japonaise les unités les plus modernes étaient toutes en mer: l'attaque n'aurait pas pris le haut commandement américain totalement par surprise... Cette thèse a été très populaire aux États-Unis; je n'y crois guère. Elle ne s'appuie sur aucun document. Les "amateurs de seconde guerre mondiale" adorent les histoires de "coups tordus"; ce machiavélisme prêté à Roosevelt en 1941 jure avec la naïveté, l'idéalisme dont on l'accuse pour la fin de la guerre, et avec le fait qu'il faisait tout pour retarder l'entrée en guerre de son pays. Du reste l'essentiel n'est pas là, mais dans le fait que **le Japon décida d'attaquer les États-Unis sans en avoir besoin** (et sans en avoir fini avec la Chine, une erreur comparable à celle d'Hitler au mois de juin précédent), qu'il décida de porter la guerre dans tout le Pacifique au lieu de se contenter d'une guerre en Asie où les États-Unis n'avaient ni les moyens, ni la volonté d'intervenir directement. Le moment de l'attaque a peut-être été influencé par une opération d'intoxication; la décision stratégique fondamentale, elle, fut purement japonaise.

V) L'Amérique dans le second conflit mondial (1941-1945).

A) Les opérations militaires.

1) Dans le Pacifique.

Prise par surprise par le "rouleau compresseur" japonais, **durant six mois l'Amérique accumula les défaites**. L'armée américaine avait souffert à Pearl Harbour, elle était assez mal préparée; elle était loin de ses bases (l'Australie est deux fois plus éloignée que la Grande-Bretagne des côtes américaines les plus proches); tout était à improviser, des pistes d'atterrissage à la lutte contre les maladies tropicales.

Les Japonais s'emparèrent des archipels américains de Micronésie et même de quelques îles des Aléoutiennes, à l'extrême sud-ouest de l'Alaska; surtout, ils s'emparèrent des archipels d'Asie du sud-est, aussi bien les colonies américaines (l'armée américaine dut évacuer les Philippines en mai 1942, malgré la défense énergique de McArthur) que les territoires britanniques (Hong Kong, la Malaisie et Singapour, la Birmanie) ou néerlandais (l'actuelle Indonésie). Il est vrai que cette expansion foudroyante aboutit aussi à une dispersion des forces nippones... En mai 1942, les Japonais débarquèrent au nord de la Nouvelle-Guinée: ils menaçaient directement l'Australie. En revanche, Hawaii ne fit pas l'objet d'une attaque en règle; apparemment, le Japon n'envisageait pas la perspective d'un débarquement en Californie. **La priorité pour les Japonais, c'était le contrôle des ressources naturelles** d'Asie et d'Australie et des bases navales européennes en Asie orientale, afin peut-être de pouvoir assurer les bases nécessaires à une future invasion des États-Unis, ou bien "seulement" de rendre inexpugnable la "zone de coprosperité", comme les Japonais avaient baptisé leur Empire. Dans ces conditions, pourquoi avoir commencé par une attaque sur Pearl Harbour, déclenchant une guerre immédiate

japonaise, mais le 7 (heure de Washington), ce qui était censé lui permettre de prétendre!

avec l'Amérique? Les Japonais avaient besoin de Hong Kong et de Singapour, bases britanniques qu'auraient de toute façon défendues la marine américaine et les troupes américaines stationnées aux Philippines... et ils sous-estimèrent les capacités de mobilisation de l'économie américaine.

Finalement l'offensive japonaise fut endiguée en mai 1942, lors de la bataille navale et aéronavale de la **mer de Corail**, bordée par l'Australie, la Nouvelle-Guinée et les îles Salomon. L'issue de la bataille fut indécise, mais les Japonais durent renoncer à débarquer à Port-Moresby, au sud de la Nouvelle-Guinée. Ce fut alors, en juin 1942, que changeant un peu tard de stratégie les Japonais lancèrent une attaque contre les îles **Midway**, sur la route de Hawaii, dans le but de liquider ce qui restait de la flotte américaine (nettement plus que prévu), et de s'emparer définitivement de ces "porte-avions" qu'étaient les archipels américains du centre du pacifique. Ce fut un échec; une nouvelle fois ce fut l'aviation américaine qui décida de l'issue de la bataille, coulant quatre porte-avions japonais.

Puis les États-Unis passèrent à la **reconquête**. Ils renoncèrent à la mener à partir de la Chine où ils n'avaient pas les moyens d'ouvrir un front de plusieurs milliers de kilomètres, demandant seulement à Jiang Jieshi d'immobiliser le plus de troupes japonaises possible sur son territoire. Ils l'aidèrent beaucoup sous forme de livraisons d'armes et de prêts, mais furent déçus par l'inefficacité et la corruption du Guomindang¹. En grande partie sous l'influence de Nimitz, défenseur des vues de la marine, les États-Unis choisirent de faire porter leur effort sur les archipels du Pacifique: sur l'océan la marine et surtout l'aviation étaient les armes essentielles, et dans ce dernier domaine l'Amérique eut presque d'emblée une supériorité écrasante sur le Japon; cela permettait aussi de garder l'infanterie en réserve pour l'ouverture d'un second front en Europe — cela dit, à la fin du conflit les Américains avaient tout de même 775.000 hommes de l'armée de terre dans le Pacifique, plus l'essentiel de leur infanterie de marine. La reconquête fut méthodique, archipel par archipel, parfois îlot par îlot, selon la stratégie des "sauts de puce": les États-Unis s'assuraient de bases solides avant de passer aux étapes suivantes. Ils évitaient cependant les bases japonaises les plus inexpugnables: stratégie dite du "saute-moutons". Le Japon, qui disposait d'énormes ressources humaines et dont les dirigeants étaient indifférents au sort de la chair à canon du grand Empire, résista avec acharnement, sans autre espoir que de freiner l'avance américaine en attendant un changement de situation en Europe, ou l'épuisement économique des Alliés.

La reconquête commença par les îles Salomon: la bataille de **Guadalcanal** dura d'août 1942 à février 1943, d'où le surnom de "Verdun américain" qui lui a été donné non en raison du nombre de morts mais de la durée et de la dureté des combats. Les Américains pâtirent de l'éloignement de leurs bases, des conditions climatiques, des difficultés du terrain (la jungle empêchait un recours efficace à l'aviation), de l'acharnement des troupes japonaises (il fallait souvent recourir au corps à corps). Dans le même temps les Américains reprenaient Rabaul, en Nouvelle-Bretagne, qu'ils parvinrent à neutraliser mais non à prendre, et Bougainville: ainsi l'étai sur l'Australie était desserré.

Puis les Américains passèrent aux archipels de Micronésie, notamment les îles Gilbert et les îles Marshall: ce fut notamment la bataille de **Tarawa** (dans les Gilbert) en octobre-novembre 1943. Guam, dans les Mariannes, fut reprise peu après. Les Américains disposaient désormais d'un rempIn pour la reconquête des Philippines, qui dura d'octobre 1944 à février 1945; ce fut lors de cette phase de la guerre que le Japon utilisa pour la première fois les avions-suicide bourrés d'explosifs et les kamikazes², qui gênèrent beaucoup les Américains. Dans la même période, la Birmanie fut reprise. En février 1945, les Américains débarquèrent à **Okinawa**, à portée d'avion (500 km) du territoire japonais.

¹ Voyez le cours sur la Chine, chapitre 1.

² En japonais: "vent de Dieu" (*kami*: désigne les "dieux" du polythéisme traditionnel, le *shintô*). Il s'agit d'une référence à un typhon providentiel qui, au XIII^e siècle, sauva le Japon d'une invasion mongole.

Mais la résistance des Japonais, totalement fanatisés, était de plus en plus acharnée: à Iwojima (dans les Mariannes), sur 23.000 défenseurs japonais, seul 1.000 furent fait prisonniers; les Américains eurent 7.000 morts. À Okinawa il fallut aligner 183.000 hommes... Il était impensable de conquérir le territoire nippon pouce par pouce: cela aurait duré des années, épuisé l'Amérique, et surtout cela aurait risqué d'immobiliser énormément de troupes, dont on risquait d'avoir besoin en Europe dans l'éventualité d'une dégradation des relations avec l'U.R.S.S. Aussi, début août, les États-Unis choisirent d'avoir recours à l'**arme atomique**, qui venait tout juste d'être mise au point¹. Les 6 et 9 août 1945, deux bombes atomiques éclatèrent à **Hiroshima** et **Nagasaki**. Il y eut, selon des estimations très divergentes, 80.000 à 140.000 morts à Hiroshima (180.000 avec les victimes "retardées", par cancer notamment), moins à Nagasaki où la bombe tomba dans les eaux du port (70.000, 140.000 à terme). Le 15 août 1945, devant la menace d'une troisième bombe atomique sur Tôkyô, l'empereur du Japon annonça la capitulation de son pays, qui fut effective le 2 septembre². Entre-temps, le 8, l'U.R.S.S déclara la guerre au Japon (elle en profita pour occuper les Kouriles, qu'elle n'a jamais rendues).

¹ Les bases théoriques du recours à l'énergie atomique avaient été tracées dans les années 1930, à la fois par Einstein et par Frédéric Joliot-Curie, qui menèrent séparément des expériences sur la désintégration de l'atome; puis par les Allemands Hahn et Strassmann, qui en décrivent le processus en détail en 1938. De ce fait, en 1939 l'Allemagne était le pays le plus avancé en ce domaine; mais elle se fourvoya dans une voie sans issue, celle de l'eau lourde.

Aux États-Unis, ce fut Einstein qui attira l'attention de Roosevelt sur les effets possibles d'un recours à l'énergie atomique; il conseilla au gouvernement américain de se constituer d'importantes réserves d'uranium. En 1941 les chercheurs américains s'imposèrent un calendrier qui devait aboutir à la construction d'une bombe atomique dans les premiers mois de 1945: le projet répondait au nom de code de **projet Manhattan**. Il demeura secret jusqu'au bout: le Congrès vota des crédits de plusieurs milliards de dollars sans savoir de quoi il s'agissait. Fin 1942, Enrico Fermi réussit la première fission de l'uranium et démontra que la réaction en chaîne pouvait être contrôlée.

Les recherches se poursuivirent dans les trois centres de Oak Ridge (Tennessee), Los Alamos (Nouveau Mexique) et Hanford (Washington): 150.000 personnes au total y travaillaient. Les Britanniques et les Canadiens étaient au courant; pas les Soviétiques – ce qui inquiétait passablement une partie des chercheurs, peu enthousiastes pour doter l'Amérique seule d'une arme absolue; on sait aujourd'hui qu'un certain nombre d'informations passèrent en U.R.S.S. par la volonté des chercheurs américains eux-mêmes, notamment Oppenheimer. La première expérience réussit le 16 juillet 1945 à Alamogordo, au Nouveau-Mexique; ce fut alors seulement que Staline fut mis au courant – il ne manifesta aucune surprise.

La décision d'employer l'arme atomique au Japon fut prise par Truman en personne. Les deux bombes larguées sur le Japon étaient les deux seules dont l'Amérique disposait début août 1945.

² Il existe plusieurs polémiques concernant l'arme atomique; elles se sont développées au fur et à mesure que l'horreur de Hiroshima et de Nagasaki a été connue, dans le contexte de la guerre froide où la menace atomique était bien réelle, au Japon et ailleurs (dans les années 1970, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Gromyko, déclara froidement à son homologue japonais que l'U.R.S.S. avait les moyens de "vitrifier" son pays!). La bombe atomique était-elle vraiment nécessaire en 1945, alors que le Japon était bien mal en point? J'ai répondu à cette question dans le corps du texte. Plus qu'une arme décisive dans le combat contre le Japon, la bombe atomique n'a-t-elle pas été un avertissement adressé à Staline, pour le dissuader de tout aventurisme en Europe? Il est bien possible que cela ait été l'une des raisons de la décision de Truman – mais pas la seule, et si cela a sauvé l'Europe occidentale de la soviétisation et le

2) En Europe.

Malgré la difficulté de venir à bout du Japon, et contrairement aux craintes initiales de Churchill, dès le début **Roosevelt était décidé à ce que l'Amérique combattît aussi en Europe**: il n'était pas question que les États-Unis, qui appartiennent à l'aire de civilisation européenne et faisaient la plus grande partie de leurs échanges avec l'Europe, abandonnassent ce théâtre d'opérations essentiel. Il était évident que si l'on donnait à l'Allemagne le temps d'organiser l'Europe en fonction de son effort de guerre, le conflit (ou celui qui suivrait) était perdu, car la machine de guerre allemande serait devenue à peu près invincible. Enfin il fallait soulager l'Armée Rouge, qui jusqu'en 1943 reculait face à l'armée allemande; après 1943, ce souci céda la place à celui de ne pas abandonner le continent européen à Staline (le Royaume-Uni n'avait qu'une armée de terre des plus réduites à aligner face à l'énorme machine de guerre soviétique).

Dans un premier temps, plutôt que de frapper directement l'Europe allemande, **les Britanniques suggèrent d'intervenir en Méditerranée**, "ventre mou" de l'Axe (*soft underbelly*: l'expression est de Churchill). Churchill voulait avant tout éviter un nouvel enlisement dans une guerre de tranchées en Europe, il fallait donc affaiblir l'Allemagne avant de

monde d'une troisième guerre mondiale, certainement atomique celle-là, ce n'était pas forcément un mauvais choix.

Certains ont été jusqu'à soutenir que les deux bombes larguées début août 1945 ont épargné des vies humaines tant américains que japonaises. La reconquête méthodique de l'archipel japonais, où la population était totalement fanatisée et qui était bien mieux défendu encore que les archipels du Pacifique, aurait été un bain de sang sans précédent dans l'Histoire, et il n'est pas évident que l'Empereur aurait appelé à cesser le combat: alors que la défaite du Japon était annoncée depuis plus d'un an, il ne le fit que lorsque la menace d'une annihilation de la nation japonaise toute entière devint évidente. Les mêmes personnes font remarquer que les deux bombes lancées sur le Japon ont fauché moins de vies humaines que certains bombardements "classiques" comme celui de Dresde (140.000 morts en une seule journée), qui ont été menés dans le seul but de terrifier les populations civiles, et d'ailleurs sans résultat aucun sur la détermination de Hitler; ou même le pilonnage de Tôkyô par l'aviation américaine dans les premiers mois de 1945.

Cet argument de la bombe "sauveuse de vies", avec son côté abstraitement comptable, révulse les Japonais et tout ce que le monde compte d'antinucléaires et d'anti-américains. Il me semble pourtant qu'il reste recevable sur le fond, à condition de le manier avec d'infinies précautions, sans afficher une joie primesautière ni faire de Hiroshima une avancée décisive du progrès, sans paraître passer par profits et pertes les morts, le martyre des survivants et le traumatisme, encore sensible, des Japonais. En tout cas, on ne peut pas écarter le débat au seul nom de l'horreur que soulève la bombe atomique: c'est un argument de nature passionnelle et morale; mais la guerre n'est pas le temps de la morale. En temps de guerre, et surtout de guerre totale, on est forcé de prendre des décisions délicates et cruelles, d'arbitrer entre plusieurs maux terribles. D'autres décisions posent des problèmes du même ordre: la décision américaine de retarder l'ouverture d'un second front en Europe occidentale jusqu'en juin 1944 a coûté de nombreuses vies, juives entre autres (et Roosevelt et Churchill étaient parfaitement au courant de la solution finale, contrairement à leurs opinions publiques); l'abandon par Staline des populations de l'ouest de l'U.R.S.S. en 1941, dans le but de laisser les armées allemandes se perdre dans l'immensité russe, a abouti au sacrifice des Juifs d'Ukraine et de Biélorussie, entre autres – il est vrai qu'ici il s'agit moins des effets d'une décision réfléchie que de l'incurie stalinienne.

l'attaquer en son cœur; de plus, une stratégie périphérique valorisait la marine et l'Empire britanniques. L'Amérique, qui de toute façon n'était pas encore prête pour une guerre frontale en 1942, se rallia à ces vues malgré le peu d'enthousiasme de son opinion publique pour qui cette stratégie revenait à prolonger inutilement la guerre, et malgré les récriminations de Staline, prompt à soupçonner, dans la lenteur des Américains à intervenir en Europe du nord-ouest, une volonté de faire porter sur l'U.R.S.S. l'essentiel de l'effort, en termes d'effectifs et de matériels engagés, dans le but qu'elle arrivât affaiblie à la victoire.

Il y eut donc d'abord, le 8 novembre 1942, un **débarquement anglo-américain en Afrique du nord**, plus précisément au Maroc (à Casablanca¹) et en Algérie (Oran, Alger): le nom de code était "opération Torch"; il rendit aux Alliés la maîtrise de la Méditerranée, mais il fallut près de six mois pour venir à bout de l'Afrikakorps de Rommel (en mai 1943). Puis les Américains débarquèrent en Sicile en juillet 1943; les résultats furent décevants, car les Allemands envahirent l'Italie et opposèrent une résistance bien plus forte que prévue (notamment au mont Cassin). Enfin, sur les instances pressantes des Soviétiques qui réclament une intervention plus proche des centres vitaux de l'Allemagne, ce fut, avec un an de retard sur les plans initiaux, le **débarquement anglo-américain en Normandie** (opération Overlord, 6 juin 1944) puis celui des Américains seuls en Provence (opération Anvil, 15 août 1944). Le 25 août, Paris était libérée par les F.F.L. équipées de matériel américain; au jour de l'armistice, l'armée américaine était sur la Baltique, sur l'Elbe (elle établit le contact avec l'Armée Rouge à Torgau, près de Leipzig, le 25 avril), du côté d'Innsbrück en Autriche et en Vénétie.

B) Les relations avec les Alliés et la préparation de la paix.

Par rapport au premier conflit mondial, le second présenta, pour les États-Unis, un certain nombre de nouveautés. D'abord, ce fut une guerre beaucoup plus longue, avec au moins deux grands théâtres d'opérations; de ce fait la conduite de la guerre fut une opération beaucoup plus complexe qu'en 1917-1918. Ensuite, les États-Unis durent composer avec **deux grands alliés, dont les intérêts stratégiques divergeaient** et surtout qui étaient dirigés par deux hommes très différents l'un de l'autre, qui ne partageaient pas précisément les mêmes valeurs et qui se détestaient.

Avec la Grande-Bretagne il ne se posait pas de très graves problèmes: les liens étaient anciens et étroits, c'était le même langage, la même conception de la politique; et puis le Royaume-Uni avait un besoin si pressant de l'aide américaine que Churchill finit toujours par accepter que la stratégie commune des deux alliés anglo-saxons fût élaborée, dans ses grandes lignes, par des officiers américains (notamment le général Marshall). De plus, la confiance régnait entre les deux leaders anglo-saxons, ce qu'on appelait la *special relationship*. Ce qui n'empêcha pas de profondes divergences, comme lorsqu'au début 1942 Roosevelt refusa de faire une priorité de la défense de Singapour, que Churchill tenait pour essentielle pour le Royaume-Uni; les États-Unis, eux, se refusaient à se battre pour un Empire colonial qu'ils tenaient pour déjà condamné; on a vu qu'en revanche, dans un débat du même ordre, Roosevelt se laissa fléchir concernant la marche des opérations sur l'ancien continent. Mais sur le fond, la position des États-Unis sur le problème colonial était plus proche de celle affichée par l'U.R.S.S. que de celle des Britanniques et des Français.

En revanche, **avec l'U.R.S.S. la coopération ne fut jamais exempte de méfiance** et d'arrière-pensées; il ne fut jamais possible d'organiser avec les Soviétiques, comme avec les Britanniques, un conseil d'état-major commun, et Staline se montra souvent très soupçonneux envers l'Amérique; de ce fait il n'y eut jamais la moindre coordination des opérations militaires entre l'U.R.S.S. et ses alliés (fort heureusement il en allait de même entre les forces de l'Axe et le Japon). Du reste l'opinion publique américaine était très hostile à l'U.R.S.S., surtout depuis l'agression contre la Pologne: pour les Américains, l'alliance avec les rouges n'était qu'un pis-

¹ « Jouez-le à nouveau, Samuel ».

aller, et il fallait surtout éviter d'aller trop loin dans ce sens¹. Quant aux Chinois, ils désespéraient les Américains², et avec la France libre, que Roosevelt méprisait un peu moins que Churchill, la méconnaissance mutuelle amena plus d'une incompréhension.

Pour tenter d'aplanir ces différences, Roosevelt se refusa à signer des traités d'alliance en bonne et due forme avec les alliés de l'Amérique, afin de garder les mains libres pour l'après-guerre; en revanche il croyait beaucoup aux contacts personnels: ainsi dès novembre 1943 il organisa une conférence entre les "trois grands" à **Téhéran**, sans grands résultats concrets. Roosevelt était également bien décidé à ce que la coopération entre les Alliés continuât après la guerre, et ce sur des bases définies et acceptées par tous les vainqueurs avant même la victoire, afin d'éviter le renouvellement de la maheureuse expérience de Wilson. Le 1er janvier 1942, les 26 pays déjà entrés en guerre contre l'Axe à cette date, y compris l'U.R.S.S., signèrent à Washington une **déclaration des Nations Unies** (c'était sous ce nom qu'ils se désignaient), rédigée par Roosevelt, par laquelle ils s'engageaient à poursuivre la guerre jusqu'à la reddition sans condition de leurs adversaires³, et à ne pas signer de paix séparée; elles se donnaient aussi pour objectif le (r)établissement en Europe Centrale de "régimes démocratiques" (pas forcément le retour aux monarchies de l'avant-guerre). Le texte, cependant, n'était qu'une déclaration de bonnes intentions, sans grande portée réelle.

Roosevelt espérait que la destruction totale du potentiel militaire de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie permettrait d'éviter une reprise rapide des hostilités (à Casablanca en janvier 1943, il avait déclaré: « la reddition inconditionnelle [des pays de l'Axe] implique la ferme assurance de voir régner la paix dans le monde pendant des générations »). Il sous-estimait beaucoup l'hostilité fondamentale de l'U.R.S.S. au capitalisme, le caractère idéologique, révolutionnaire, radical du communisme stalinien, même mis en veilleuse provisoirement pour cause d'ennemi commun; ainsi que les ambitions territoriales de Staline, lequel s'abrita derrière ces déclarations de principe pour faire avancer ses troupes jusqu'à 200 km de la mer du Nord, et surtout pour imposer aux régions passées sous le contrôle de son armée des régimes "démocratiques" au sens où il l'entendait, c'est-à-dire communistes: avec ce résultat que deux ans après la défaite de Hitler, le monde était de nouveau au bord de la guerre... Mais en 1943 l'urgence était ailleurs.

Entre août et octobre 1944, la conférence de **Dumbarton Oaks** (près de Washington) prépara la naissance de l'O.N.U.; ce fut le dernier dossier important de Cordell Hull, qui prit sa retraite jute après⁴. Les documents signés à Dumbarton Oaks prévoyaient déjà un directoire des

¹ Cela changea après Stalingrad, et vers 1944-1945 l'U.R.S.S. jouit d'un certain prestige aux États-Unis: voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 6.

² Voyez le cours sur la Chine, chapitre 1.

³ Point clarifié en janvier 1943, à la déclaration de Casablanca. On peut se demander si cette exigence n'a pas inutilement prolongé la guerre; et les pires massacres par bombardements classiques ou atomiques datent des derniers mois. Mais était-il envisageable de signer un armistice avec un gouvernement nazi, même débarrassé de Hitler, lui donnant ainsi une légitimité, alors que l'extermination des Juifs avait déjà commencé? Et il y avait les souvenirs de 1918: en signant un armistice alors que les troupes de l'Entente n'avaient pas pénétré en Allemagne, on avait sauvé le potentiel industriel allemand, base du redressement d'après 1933. Par ailleurs, l'engagement de Casablanca rassura Staline, hanté par la crainte d'une paix séparée entre les Anglo-Saxons et l'Allemagne - il prenait Churchill et Roosevelt pour d'aussi cyniques personnages que lui.

⁴ Secrétaire d'État durant les quatre mandats de Roosevelt, Cordell Hull avait souvent été maltraité par celui-ci, depuis la conférence de Londres en 1933, où son Président, après l'avoir envoyé négociateur, l'avait désavoué. Toutes les décisions importantes de l'immédiate avant-guerre

grandes puissances (la France n'en faisait pas partie). Staline fut très réticent (ce fut le premier affrontement ouvert de l'U.R.S.S. et des États-Unis); il aurait préféré une organisation fondée sur des sphères d'influence; il refusait le droit de veto des membres permanents du Conseil de Sécurité¹.

La dernière conférence au sommet entre les chefs des trois principales puissances alliées pour préparer la paix eut lieu en février 1945 à **Yalta**, station balnéaire de Crimée (en R.S.F.S.R., aujourd'hui en Ukraine): on y régla les points restés en suspens à Dumbarton Oaks (ce fut alors que sur les instances de Roosevelt la France obtint un siège au Conseil de Sécurité); en revanche Roosevelt ne parvint pas à imposer que toutes les colonies européennes fussent confiées en mandat à l'O.N.U. Roosevelt mourut à la veille de la conférence de San Francisco, qui officialisa la naissance de l'O.N.U., le 26 juin 1945 (voir le cours de relations internationales).

Reste le fameux problème du **partage de l'Europe en zones d'influences**; en fait il n'y eut rien de ferme, mais seulement quelques malheureuses estimations chiffrées, informelles, sur les influences respectives des pays occidentaux et de l'U.R.S.S. en Europe centrale, que Staline fut le seul à considérer avec quelque intérêt (il était le seul à penser en termes de zones d'influence)². On s'accorda sur la division de l'Allemagne en quatre zones d'occupation et sur de lourdes réparations, mais on renonça à la démembrer³. La frontière orientale de la Pologne était ramenée à la ligne Curzon, ce qui correspondait à une reconnaissance des annexions soviétiques de 1939 (en revanche les Occidentaux ne reconnurent jamais l'annexion des pays baltes); il n'y eut aucun accord sur les frontières occidentales, les Alliés s'accordant simplement pour reconnaître que la Pologne avait droit « à de substantielles augmentations de territoire au nord et à l'est ». On ne parvint pas non plus à s'entendre pour savoir lequel des deux gouvernements polonais on reconnaissait (celui de Londres, héritier du gouvernement fort peu démocratique de 1939, ou le "comité de Lublin", le gouvernement fantoche créé par les Soviétiques lorsqu'ils entrèrent en territoire polonais). Pour le reste de l'Europe on s'accorda sur la restauration des frontières d'avant-guerre, même là où elles étaient aberrantes (on reconstitua notamment une Tchécoslovaquie et une Yougoslavie): l'heure n'était pas à redessiner la carte des nations européennes, comme en 1919. En Asie les Soviétiques s'engagèrent à entrer en guerre contre le Japon trois mois au plus tard après la fin de la guerre en Europe.

furent prises sans son avis, par exemple la loi du prêt-bail; c'est encore plus vrai, évidemment, de la conduite de la guerre. Durant le conflit Hull ne fut pas invité aux conférences au sommet; Roosevelt menait la guerre, lui gérait l'intendance.

¹ Pour l'amadouer, Roosevelt accepta de donner trois sièges à l'U.R.S.S. à l'Assemblée générale, dont un pour l'Ukraine et un pour la Biélorussie, survivantes avec la Russie des quatre Républiques fondatrices de l'U.R.S.S. (la quatrième, la Transcaucasie, avait éclaté en une Géorgie, une Arménie et un Azerbaïdjan). Staline en avait réclamé seize, un pour chacune des R.S.S., sous prétexte que la constitution de 1936 leur accordait l'autonomie en matière de politique étrangère (!); ce à quoi Roosevelt répliqua en en revendiquant 48, un pour chacun des États américains.

² Le partage de l'Europe à Yalta est un mythe français, un mythe gaulliste destiné à valoriser le rôle de pivot de la France dans un monde déchiré entre les méchantes superpuissances, la résistance de la France à cet ordre du monde imposé par les super-Grands.

³ Il y avait eu différents plans en ce sens: à Téhéran, pour apaiser Staline, Roosevelt avait présenté un plan de démembrement en cinq États; début 1944, le secrétaire d'État au Trésor Morgenthau avait présenté un autre plan du même ordre, qui prévoyait de plus le démantèlement de l'ensemble de l'industrie allemande: l'Allemagne était censée redevenir un pays rural... C'était utopique, et Roosevelt y renonça presque aussitôt – bien avant le début de la guerre froide en tout cas.

Roosevelt été accusé d'avoir fait trop de concessions à Yalta, d'avoir fait preuve de trop de complaisance envers Staline à cette conférence qu'il aborda très fatigué, et certainement trop confiant en son charme personnel. Il espérait amener à plus de souplesse un homme qui, au fond, ne croyait qu'aux rapports de force. Ces accusations d'"idéalisme" rappellent celles déjà évoquées contre Wilson... En fait les choses sont un peu plus compliquées, d'abord parce qu'en février 1945 Roosevelt, qui ne pouvait pas savoir quand aboutirait le projet Manhattan, avait absolument besoin d'une promesse d'entrée en guerre de l'U.R.S.S. contre le Japon; qu'il souhaitait vivement l'adhésion de l'U.R.S.S. à l'O.N.U., espérant "apprivoiser l'ours communiste" en l'intégrant au nouveau "concert des nations". Surtout, l'essentiel était joué avant Yalta: à partir du moment où, en attendant jusqu'en juin 1944 pour débarquer en Normandie, les États-Unis avaient laissé les Soviétiques se charger de l'essentiel du travail en Europe centrale, il fallait s'attendre à ce que leur influence grandît sur le Vieux Continent.

C) L'effort intérieur; la vie aux États-Unis durant le conflit.

1) La vie politique.

Roosevelt essaya de s'assurer la coopération de toutes les forces politiques et autres, à commencer par les républicains et les milieux d'affaires; il les fit entrer notamment dans les différentes agences et commissions qui apparurent dans le cadre de l'effort de guerre. Du coup, il abandonna complètement la rhétorique anticapitaliste de son deuxième mandat. La vie politique suivit son cours normal. Contrairement au Royaume-Uni, **les élections eurent lieu aux dates normales**. Les *mid-term* de 1942 se traduisirent par une avancée des républicains, qui cependant n'obtinrent la majorité ni à l'une ni à l'autre des deux chambres, et des démocrates conservateurs.

Bien entendu **la guerre renforça l'exécutif**: une loi de 1939 créa une administration présidentielle de guerre, le Bureau Exécutif, dont les actes dépendaient du seul Président. Mais Roosevelt était vivement critiqué par le Congrès: quoique les démocrates y eussent toujours la majorité, il était exaspéré par le pouvoir croissant du Président et de plus en plus réticent aux dépenses et à l'alourdissement de la charge fiscale. Fin 1944, Roosevelt était en **conflit ouvert avec les représentants** sur les problèmes fiscaux; ils allèrent jusqu'à passer outre à un veto présidentiel sur le budget de 1945. La presse non plus ne faisait guère de cadeaux à Roosevelt. Dans ces conditions, il n'était plus question de réformes de fond; du reste ce n'était plus la priorité — en réalité, comme nous l'avons vu, celles des années 1930 avaient été motivées d'abord par la lutte contre la crise: or celle-ci n'était plus qu'un souvenir... Une coalition de républicains et de démocrates conservateurs parvint à enterrer une bonne partie des mesures du New Deal, à commencer par la plupart des agences, qui fermèrent leurs portes lorsque la diminution du chômage les rendit moins nécessaires: pas question de laisser se pérenniser ces organismes "sociaux".

En novembre 1944 **Roosevelt obtint sans difficulté un quatrième mandat**, avec 53% des voix face au républicain Thomas Dewey qui venait d'arracher New York aux démocrates, et malgré un état de santé manifestement dégradé. **Le Président**, qui souffrait d'hypertension et de problèmes cardiaques, **mourut** subitement le **12 avril 1945** d'une hémorragie cérébrale, en Géorgie où il se reposait. Son vice-président, Harry Truman, sénateur démocrate du Missouri, prit normalement sa succession: ce fut lui notamment qui représenta les États-Unis aux conférences de San Francisco et de Potsdam (juin-juillet 1945).

2) La mobilisation de l'économie.

Bien entendu, **l'économie américaine fut de nouveau mobilisée** pour l'effort de guerre. Dès avant le conflit, nous l'avons vu, Roosevelt avait attribué à l'Amérique le rôle de « plus grand arsenal de la démocratie ». **Au départ**, avant l'entrée en guerre, **la mobilisation économique fut assez lente**; ce d'autant plus que Roosevelt refusa toute perspective de

planification. Un plan de mobilisation économique présenté par Baruch fut rejeté; un *War Production Board* apparut en août 1939 pour être dissous au bout de six semaines. Il n'y eut donc pas de plan d'ensemble, ni même de principes directifs (Roosevelt annonça bien un *victory program* en novembre 1941, mais dès 1942 il cessa d'être respecté); beaucoup d'Américains estimaient que tant que l'Amérique n'était pas en guerre, les choses devaient continuer comme avant: "*business as usual*". D'ailleurs l'État fédéral manquait de fonctionnaires pour encadrer l'économie: il n'y en avait qu'un million (contre 600.000 en 1930). Enfin les choix stratégiques décisifs ne pouvaient pas être faits à l'avance: il y avait plusieurs théâtres; la situation était bien plus complexe et mouvante qu'en 1917-1918. Sur un autre plan, il faut signaler aussi que dans beaucoup d'entreprises qui venaient de traverser dix ans de difficultés, l'outillage était désuet; et puis l'Amérique n'avait pas une très puissante tradition d'industrie de guerre (les canons de l'armée américaine étaient de fabrication française); le seul secteur qui était à la fois très en avance et facilement reconvertible était l'aéronautique. Les chômeurs étaient certes nombreux, mais la main-d'œuvre très qualifiée manquait.

L'année 1942 fut évidemment un tournant: l'État prit en charge plus directement l'effort de guerre. Un *War Production Board* apparut en janvier, avec à sa tête Donald Nelson, que l'on surnommait le "tsar": il avait pour rôle de coordonner l'ensemble de l'effort de guerre (ainsi il prit la décision d'interrompre tous les travaux sur les routes et les autoroutes, considérés comme non essentiels). Par la suite, comme en 1917, plusieurs organisations spécialisées s'ajoutèrent au W.P.B. (pour la main-d'œuvre, pour l'approvisionnement, etc.). Cependant il s'agissait essentiellement d'organismes de concertation et de coopération; il n'y eut jamais de mesures vraiment contraignantes pour les milieux d'affaires. Mais le nombre de fonctionnaires fédéraux passa de un à quatre millions.

Le premier problème que le W.P.B. devait résoudre était celui de la **pénurie de matières premières**. Les États-Unis étaient coupés de leurs sources d'approvisionnement en Extrême-Orient, et notamment du caoutchouc d'Indonésie et d'Asie du sud-est, indispensable aux véhicules automobiles de guerre. Autre problème grave, celui de l'**inflation**, réapparue dès les débuts du réarmement juste avant la guerre (Roosevelt en avait chanté les mérites durant toutes les années 1930...): une bénédiction pour les producteurs, mais un problème pour les consommateurs. À partir de la fin 1942 apparut enfin un problème de **pénurie de main-d'œuvre**, du fait du rythme très rapide de l'augmentation de la production, et aussi des ponctions réalisées sur le marché du travail au bénéfice de l'armée.

Pour **résoudre les problèmes d'approvisionnement**, le W.P.B. dut imposer des restrictions à la production à usage civil: ainsi la production d'appareils électroménagers s'arrêta pratiquement, car il fallait économiser le cuivre. De même la production d'automobiles fut stoppée en 1942, car on avait besoin des usines pour fabriquer des moteurs d'avions; il y eut aussi une grande campagne de récupération du caoutchouc et le W.P.B. lança la fabrication à grande échelle du caoutchouc synthétique.

Pour **résoudre les problèmes de main-d'œuvre**, on embaucha beaucoup, notamment des Noirs et des femmes. Le nombre de salariés augmenta de 30%, celui des ouvriers d'usine de 65%, tandis que douze millions d'Américains étaient soustraits du marché du travail pour cause d'incorporation. Dans ces conditions, le chômage s'effondra. Il ne restait que 700.000 chômeurs en 1944... et les salaires augmentèrent sensiblement, plus que les prix en tout cas.

Quant à l'**inflation**, après plusieurs tentatives infructueuses elle ne fut endiguée qu'en avril 1943, à la suite de fermes consignes présidentielles qui équivalaient à un blocage de fait des salaires et des prix; en échange de l'effort consenti, les agriculteurs reçurent des subventions. De ce fait, au total la hausse des prix fut finalement assez modérée (+ 31% sur toute la durée de la guerre). Pour financer l'effort de guerre sans avoir recours à la planche à billets le gouvernement recourut à l'impôt (à hauteur de 40%, contre 33% en 1917-1918): il y eut une "taxe de la victoire" de 5% sur tous les revenus; on taxa les bénéfices des sociétés et les profits de guerre (jusqu'à 90%, pour éviter le retour des abus tant dénoncés après 1918); on procéda aussi à un **relèvement** et un élargissement radical de l'assiette **de l'impôt sur le revenu**, en octobre 1942: le nombre de contribuables passa de 4 millions en 1939 à 50 millions

en 1943: désormais la classe moyenne était assujettie à l'impôt direct. Le rendement de l'impôt sur le revenu tripla; il était devenu la principale source de revenu fiscal pour le gouvernement fédéral; il devint aussi beaucoup plus progressif (les taux allaient de 4% à 82%). Il était retenu à la source sur les salaires. En revanche Roosevelt recourut le moins possible à l'emprunt: il expliqua qu'il préférait « régler tout à 100% sur le champ, grâce aux impôts, plutôt que de se décharger du fardeau de la guerre sur les épaules de nos enfants ». Il y eut quand même des bons de guerre, dont certains étaient achetés par le biais d'une retenue sur les salaires.

À partir de 1943 les principales difficultés étaient surmontées et **la machine de guerre américaine tournait à plein**. L'Amérique se mit à fabriquer des avions à la chaîne comme de vulgaires Ford T, notamment dans l'usine Ford de Willox Run, près de Detroit, qui affectait la forme d'un L de 1600 x 400 m; dans l'été 1944 elle employait 35.000 personnes et fabriquait 500 B24 par mois, un résultat d'ailleurs décevant par rapport aux prévisions. La firme Sikorski fabriqua des hélicoptères en série. On arriva également à fabriquer des *liberty ships* (des cargos de transport de troupes) en quinze jours, grâce à la préfabrication des pièces; il étaient fragiles et ne duraient guère, mais là n'était pas le problème. G.M. fabriquait 28.700 mitrailleurs Browning par mois en 1942... Les principales firmes automobiles se lancèrent aussi dans la fabrication de moteurs d'avions (Packard produisait des moteurs Rolls-Royce) ou de chars (Chrysler). La production de chars passa de 346 unités en 1940 à 17.500 en 1944¹. Au total la production industrielle passa de l'indice 100 en 1940 à l'indice 239 en 1943 (et 203 en 1945 — la production de guerre avait été freinée pour éviter une crise de reconversion trop violente). L'État avait dépensé 300 milliards de dollars en achats pour la défense nationale... soit deux fois plus d'argent en cinq ans que dans le siècle et demi qui venait de s'écouler!²

Au total, on peut écrire que ce fut **la guerre qui permit** aux États-unis d'**effacer les séquelles de la crise**³. En rétablissant d'un coup le plein-emploi, en provoquant une immense "relance par la consommation" financée par de colossales dépenses d'État, et aussi en amenant une complète "redistribution des cartes" à l'échelle mondiale, elle permit d'apurer les comptes et d'effacer les difficultés des années 1930. La production redémarra, malgré les ponctions opérées pour l'effort militaire; les salaires réels augmentèrent aussi, tout comme les profits des entreprises.

3) Vie quotidienne et tensions sociales.

La **vie quotidienne** des Américains fut évidemment infiniment moins perturbée que celle des Européens: jamais le territoire des États-Unis ne fut menacé; l'accès à l'emploi resta libre, tout comme les loisirs; il n'y eut pas trop de restrictions. Le **rationnement** toucha dès le début le sucre et le café, denrées importées; il s'étendit en 1943: des tickets de rationnement

¹ Le P.D.G. de Coca-Cola et Philip Wrigley, le roi du chewing-gum, parvinrent à convaincre les militaires d'inclure leur production dans la ration des G.I.; cela leur permit d'échapper aux restrictions (de sucre notamment), de s'assurer un énorme marché, et d'amorcer leur internationalisation: en France à l'été 1944 les soldats américains jetaient des chewing-gums dans les rues des villes libérées, à la grande perplexité des gosses... qui apprirent vite à mâcher.

² Au total l'Amérique fabriqua 300.000 avions, 12.000 navires et 64.000 péniches de débarquement, 86.000 chars, 15.000 véhicules blindés, 2.500.000 camions, 315.000 pièces d'artillerie, 15.000.000 fusils avec leurs munitions. Il fallut 434 millions de tonnes d'acier. La production agricole crut de 36%: celle de viande augmenta de 23% et la récolte de céréales de 14%. La productivité, tous secteurs confondus, s'accrut de 25% en cinq ans.

³ Comme pour les bombes atomiques, évitez de vous en réjouir et d'expliquer qu'il faut de bonnes guerres pour terminer les crises! Des millions de victimes sont restées profondément indifférentes au retour de la prospérité mondiales.

apparurent pour la première fois de l'Histoire des États-Unis; mais il n'y eut pas de disettes comme en Grande-Bretagne. Le whisky, réservé aux troupes, disparut, et les cigarettes se firent rares; le nylon, réservé aux parachutes, manquait, tout comme les pièces détachées pour les automobiles... Rien de bien grave. Avec le **plein-emploi**, la **sécurité** revint, le **pouvoir d'achat** des plus pauvres augmenta même; le problème était plutôt qu'il n'y avait pas assez de produits à consommer, à cause des nombreuses usines converties à la production de guerre (de ce fait les Américains accumulèrent une énorme épargne). La fréquentation des cinémas augmentait, les livres se vendaient bien (le livre de poche avait été lancé en 1939). **Les milieux d'affaires lavèrent l'opprobre** qui les avait frappés dans les années 1930: ils sortirent réhabilités de la guerre et firent des profits substantiels; mais dans le même temps le système fiscal évolua dans le sens de plus de justice sociale.

Des milliers d'Américains déménagèrent, notamment pour les trois États de la côte pacifique, qui profitèrent énormément de l'effort de guerre contre le Japon (notamment Seattle et ses usines aéronautiques, Oakland et ses chantiers navals, et toute la Californie). Une partie du Sud profita aussi du conflit grâce à ses ressources naturelles, notamment le pétrole du Texas. En revanche, le logement et les transports traversèrent une crise profonde (entre autres choses à cause du rationnement de l'essence).

La guerre multiplia les opportunités d'**ascensions sociales**. Les **femmes** travaillèrent en plus grand nombre (20 millions en 1944, contre 10 en 1939); pour la première fois, plus de femmes mariées que de célibataires avaient un emploi. Elles eurent accès (très provisoirement) à des emplois nouveaux, notamment dans l'industrie; 200.000 femmes portèrent l'uniforme. Les **Noirs** aussi bénéficièrent des opportunités offertes par la guerre. Au total 400 à 500.000 d'entre eux quittèrent les campagnes du Sud pour les villes du Nord et de l'Ouest. En juin 1942, Roosevelt interdit toute discrimination raciale dans les entreprises qui travaillaient pour la défense nationale; cette mesure fut inégalement appliquée, malgré la formation d'une commission chargée d'en surveiller l'application, mais les progrès furent indéniables. La ségrégation recula aussi dans la marine, qui fière d'être *lily-white*, se refusait obstinément à les engager à des postes autres que de service ou d'entretien, ainsi que dans les écoles d'officiers. Dans la marine les progrès furent très nets: à la fin de la guerre il existait des bataillons noirs, et même quelques bataillons de *marines* racialement mixtes et quelques officiers de marine noirs (ce ne fut qu'en 1948 que Truman déségrégua officiellement la marine et l'aviation). En octobre 1940, un Noir devint général de l'armée de terre. Dans cette arme la ségrégation par unités resta la règle; mais la Première armée décida sa propre déségrégation lorsqu'elle entra en Allemagne en janvier 1945, et ce fut un succès: pas de bagarres ni de relâchement de la discipline, contrairement aux prévisions des pessimistes (Marshall par exemple). Dans le Sud-ouest, les entreprises engagèrent aussi de nombreux **Chicanos** et **Mexicains** (ceux-ci passèrent de 1% à 4% de la population californienne).

Le gouvernement organisa la propagande de guerre par le biais d'un *Office of War Information*, créé en juin 1942, qui sut éviter les excès de la première guerre mondiale. On assista à une **mobilitation de la culture**: ainsi la plupart des héros de bandes dessinées contemporaines "s'engagèrent"; les stars de la chanson multiplièrent les tournées aux armées (par exemple Marlène Dietrich, dont la chanson de soldat *Lily Marlène* fut le plus grand succès de l'époque, dans les deux camps d'ailleurs). Hollywood s'engagea également dans la bataille (*Casablanca*). L'opinion, dans l'ensemble, n'en était pas choquée: elle partageait les objectifs du gouvernement et l'optimisme à long terme dont il faisait preuve. Dans une société où l'encadrement de la jeunesse par les adultes s'était beaucoup relâché, on vit apparaître les premières manifestations d'une "culture jeune", moins contestataire que "déalée": premiers blue jeans, mode *zoot* ("zazou"), culte de Frank Sinatra (*The Voice*), dont le *look* assez peu "viril" exaspérait les adultes...

Des tensions subsistaient cependant, comme il est normal. Les milieux d'affaires s'accommodaient de moins en moins du dirigisme officiel, pourtant bien modéré. Dans le monde du travail, en 1940-1941 les **syndicats** tentèrent de profiter des tensions sur le marché du travail

pour exiger que l'État forçât les entreprises à appliquer réellement la législation sociale, si nécessaire en refusant de traiter avec les contrevenants; mais pour Roosevelt l'heure n'était pas à irriter les producteurs... D'où une première vague de **grèves**, notamment dans l'industrie aéronautique en Californie au début de 1941. Après l'entrée en guerre les syndicats, C.I.O. compris, renoncèrent spontanément à ce moyen d'action¹; en échange, ils siégèrent aux différentes agences. Mais le mécontentement n'avait pas cessé; en particulier les agences de guerre ne tardèrent pas à être accusées de favoriser systématiquement les grandes entreprises, le *big business* (les grandes entreprises se renforcèrent: en 1943, 100 firmes assuraient 70% de la production militaire. Ce fut l'ébauche de ce qu'on appela plus tard le "**complexe militaro-industriel**"). De plus, la législation sociale avait été mise à mal: les conditions de travail des enfants avaient été assouplies, les horaires hebdomadaires étaient passés de 40 à 48 heures, avec paiement des heures supplémentaires. Même si les salaires avaient augmenté (de 27% en dollars constants de 1940 à 1945), cela faisait beaucoup.

De ce fait, en 1943 il y eut à nouveau des **grèves** dans les mines de charbon de Pennsylvanie, à l'appel de Lewis qui haïssait Roosevelt depuis l'échec des grèves de 1937², et aussi par pacifisme; ce conflit fut une grave erreur de sa part, car les médias le diabolisèrent, mais les salaires des mineurs augmentèrent³. En juin 1943, par la loi Smith-Connally (qui annonçait la loi Taft-Hardley), le gouvernement décida de limiter le recours au droit de grève dans les entreprises travaillant pour la défense; début 1944 la menace d'autres conflits dans les chemins de fer aboutit à leur saisie. Au total, cependant, les syndicats gagnèrent en audience et en respectabilité (notamment le C.I.O.): ils passèrent de 10 à 15 millions d'adhérents entre 1940 et 1945. Les procédures de négociation collective se banalisaient.

Les **Noirs** n'étaient pas non plus entièrement satisfaits. Alors qu'environ un million d'entre eux servirent dans l'**armée**, dont la moitié outre-mer, dans le Sud on refusait de servir à boire aux appelés noirs; dans certains casernements il était interdit de lire des journaux noirs; la tension était grande dans certains centres de recrutement. Les séances de cinéma de propagande et même les prises de sang et les réserves de plasma sanguin étaient ségrégués... Les Noirs eurent également de la peine à trouver de l'**emploi** dans les industries de guerre les plus modernes et où les salaires étaient les plus élevés, comme l'aéronautique. Roosevelt n'était pas décidé à s'engager davantage en leur faveur: en 1942, il déclara que « nous devons commencer par gagner la guerre avant de faire des plans d'avenir ». En juin 1943 il y eut même des **émeutes** sanglantes à Detroit, où la population noire s'était beaucoup accrue en quelques mois, où des entreprises comme Ford refusaient de mettre fin à la discrimination raciale, et où la crise du logement était particulièrement aiguë: des Noirs s'attaquèrent à des boutiques tenues par des Blancs, puis les affrontements s'étendirent à toute la ville. Il y eut 34 morts dont 25 Noirs dans cette "semaine sanglante" (qui ne dura que trente heures en fait). D'autres violences meurtrières éclatèrent à Harlem. Il y eut également des incidents entre des marins et de jeunes Mexicains à Los Angeles. Et puis la ségrégation continuait: le journal de la N.A.A.C.P. soulignait que « cela par[aissait] diablement fou d'être contre des bancs publics réservés aux Juifs à Berlin, et d'être pour des bancs réservés aux *Coloured* à Talahassee, Floride ». Mais les Sudistes ne voulaient rien entendre. Aussi, en 1942 apparut un *Congress of Racial Equality* (C.O.R.E.), qui

¹ Quant au parti communiste, il se saborda carrément — les communistes en rajoutèrent dans le registre patriote et dans la collaboration avec Roosevelt; ils allèrent jusqu'à se refuser à prendre part aux grèves syndicales lorsqu'elles reprirent en 1943. Ce qui, par ailleurs, ne fit rien pour rassurer les conservateurs inquiets de l'éventuel cryptocommunisme de Roosevelt!

² Roosevelt le lui rendait bien: il le tenait pour un "psychopathe".

³ L'année précédente, Lewis, avec son syndicat des mineurs, avait quitté le C.I.O., où il avait été peu à peu marginalisé à la fois par son hostilité au New Deal et par le ralliement des communistes à Roosevelt en 1941.

commença à entreprendre dans le Sud des actions non-violentes pour obtenir la fin de la ségrégation dans les lieux publics.

Il n'y eut pas d'arrestations de socialistes et de pacifistes comme en 1917; les **objecteurs de conscience**, quakers et mennonites notamment, se virent offrir des affectations dans le corps médical des armées ou, pour les plus hostiles à l'uniforme, dans l'exploitation forestière. Cinq mille personnes finirent quand même en prison pour refus têtu de tout embrigadement, parmi lesquels de nombreux témoins de Jéhovah. On laissa les Germano-Américains et les Italo-Américains tranquilles, à l'exception de quelques milliers d'extrémistes; il y eut même des mesures de naturalisation accélérée pour les Italo-Américains¹.

Il y eut cependant une exception de taille. La psychose de l'invasion se traduisit, en février 1942, par l'**internement** dans des camps de concentration situés dans les Rocheuses **de tous les nippo-Américains** de la côte Pacifique. Leurs biens furent vendus, leurs logements occupés par d'autres; les familles furent séparées. Comme en 1917, les Américains originaires d'un pays en guerre contre les États-Unis étaient soupçonnés de représenter une cinquième colonne, et l'on n'avait pas attendu qu'ils le prouvassent pour les enfermer. La réalité (la bigarrure ethnique de l'Amérique) l'emportait sur le mythe (le creuset américain). Le général John DeWitt, chef de la défense de la côte du Pacifique, déclara: « Un *Jap* est un *Jap* (...) qu'il soit citoyen américain ou pas (...), je n'en veux pas ». Les *Issei* (première génération: ils n'avaient pas droit à la naturalisation depuis la loi de 1924), les *Nisei* (deuxième génération) et les *Sansei* (troisième génération) étaient 110.000 au total, pour la plupart des maraîchers de Californie. Ils avaient pourtant fait preuve du plus parfait loyalisme; mais la presse californienne s'était répandue en rumeurs de sabotage, de diffusion de signaux lumineux au-dessus de fermes appartenant à des Japonais, de tentatives d'empoisonnement par tomates suspectes, etc.

L'affaire des nippo-Américains provoqua des protestations; elles ne parvinrent pas à fléchir les juges de la Cour suprême. À partir de 1943, une partie des déportés parvint à convaincre les autorités des camps de leur loyauté et à sortir; certains s'engagèrent dans l'armée et les deux unités japonaises furent parmi les plus décorées pour leur vaillance. Mais beaucoup d'*Issei* ne furent libérés qu'à la fin 1944; ils ne reçurent qu'un dédommagement insignifiant pour la perte de leurs biens².

Conclusion.

Au total, à quoi les États-Unis devaient-ils leur victoire? Un facteur essentiel a sans doute été l'écrasante **supériorité matérielle** de l'Amérique; le premier potentiel industriel du monde, demeuré intact malgré dix ans de crise, donna toute sa mesure. Au débarquement en Normandie, les États-Unis alignèrent 50.000 tanks contre 13.000 pour l'Allemagne! Les capacités d'**innovation technique** dont l'Amérique sut faire preuve sous la pression de l'urgence, ont également joué un rôle majeur dans la victoire. Dès le début 1943, l'utilisation du radar (une invention britannique) permit à l'Amérique de s'assurer la suprématie sur l'Allemagne dans l'Atlantique; à la fin de cette année, la suprématie aérienne des États-Unis était absolue. Parmi les progrès techniques dus à la guerre ou accélérés par le conflit, il faut citer aussi la pénicilline (elle avait été découverte depuis longtemps, mais la production industrielle date de la guerre) et les antibiotiques en général; le D.D.T., inventé pour démoustiquer les jungles du Pacifique, mais utilisé dès 1943 pour assainir la plaine orientale de la Corse; le caoutchouc

¹ Une illustration de la loyauté des Italo-Américains: le maffioso Lucky Luciano servit d'intermédiaire entre les troupes américaines et les "familles" lors du débarquement en Sicile...

² En 1988, le Congrès américain a assumé la responsabilité de ces atteintes à la liberté et à la propriété, et a accordé un dédommagement substantiel aux survivants. Cette affaire, comme les émeutes raciales de 1943, servit évidemment la propagande de l'Axe.

synthétique; et bien entendu l'industrie nucléaire... et l'informatique: le premier ordinateur fut une machine militaire construite en 1943 à l'université Harvard.

Mais la victoire était due aussi à d'autres facteurs. À la **supériorité démographique** des États-Unis d'abord, qui s'ajoutait à celle des Alliés, l'U.R.S.S. et aussi la Chine, où une partie notable des troupes japonaises resta empêtrée. Ainsi à Guadalcanal les Américains purent aligner 60.000 hommes, contre 36.000 pour les Japonais. Ils mobilisèrent jusqu'à 3,6 millions de soldats en Europe et 2 millions dans le Pacifique; soit au total, sur 4 ans, 16,1 millions d'hommes (contre 21 millions pour l'U.R.S.S.). À un leader ship intelligent, à des **décisions stratégiques judicieuses** aussi; au contraire des forces de l'Axe, les Alliés surent dans l'ensemble conjuguer leurs efforts. Mais il me semble que le facteur décisif a été **l'unanimité de la population américaine** dans la défense de la liberté; de même, les Alliés surent se faire des amis des populations dont ils envahissaient les territoires, et n'eurent jamais à affronter de "résistances" locales massives, contrairement aux forces de l'Axe (à l'exception notable des Soviétiques dans les Pays baltes et en Ukraine). Bref, la victoire des États-Unis est due en grande partie à la **supériorité de la démocratie** sur la contrainte et la force brute: sur le moyen et le long terme, on mobilise plus facilement, plus efficacement une population par le consensus que par la contrainte — la guerre froide en a été un autre exemple.

« I was born long ago in 1894
I've seen many a panic (...)
I've been hungry, I've been cold
And now I'm growing old
But the worst I've seen is 1931
Oh those beans, bacon and gravy
They almost drive me crazy
I eat them till I see them in my dreams
When I wake up in the morning
And another day is dawning
I know I'll have another mess of beans
 When we congregate each morning
At the (...) at dawning
Everyone is happy so it seems
But when our day's work is done
And we're falling one by one
And thank the Lord for one more mess of beans
Oh those beans...
 Will Hoover (...) butter
And for milk we've only water
And I'ven't seen a steak in many a day
As for pies, cakes and jellies
We substitute
Wor which we work the (...) road each day
Oh those beans...
 If there ever comes a time
When I have more than I dine
They will have to put me under lock and key
For they had me broke so long
I can only sing this song
Of the workers end their misery
Oh those beans... »

« Ah, ces fayots, ce bacon et ce jus,
Ils me rendent fou
J'en mange jusqu'à les voir en rêve ».